

Didier Tauzin : « J'ai appliqué là-bas [au Rwanda], tout simplement, la hiérarchie parallèle qu'on appliquait dans les usines Renault ou à Boulogne-Billancourt dans les années 70. La hiérarchie parallèle pour prendre la direction à la place de la direction officielle ! J'ai appliqué la même technique, mais pour faire la guerre »

Transcription de l'émission de radio intitulée :
« *L'affaire du Rwanda : mensonges et trahisons /*
Invité : général Tauzin ».

Présentation de l'émission par « Le Canal Méridien Zéro » :
« *Ce vendredi 19 avril [2013], Méridien Zéro reçoit le général Tauzin, chef du corps du 1^{er} RPIMA lors de l'opération Turquoise au Rwanda, pour revenir avec lui sur l'intervention française lors du génocide rwandais de 1994 et sur les mensonges et les inventions qui entourent cette intervention. [...] A la barre : Wilsdorf assisté de Gérard Vaudan et Eugène Krampon* ».

NB. – L'émission a été enregistrée avant le 21 mars 2013.

Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=3ClefbEzUYM>

*

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

[Jingle de l'émission]

[00' 24'']

Eugène Krampon : Chers auditeurs de « Méridien Zéro », bonsoir. Eugène Krampon au micro. Avec moi dans le studio ce soir pour animer l'émission, j'ai l'honneur de recevoir mon ami Wilsdorf. Bonsoir Wilsdorf.

[00' 33'']

Wilsdorf : Bonsoir à tous.

[00' 34'']

Eugène Krampon : Le grand retour de Gérard Vaudan. Bonsoir Gérard.

[00' 37'']

Gérard Vaudan : Bonsoir Eugène.

[00' 38'']

Eugène Krampon : Le témoin de la scène, ce soir, sera une « vieille suspense » formée à la rude école des parachutistes coloniaux. Mais il ne veut pas parler dans le micro. Mais on le salue quand même. Merci à toi d'être présent. Bien. Ce soir nous recevons – nous avons l'honneur de recevoir – un grand soldat, un grand centurion, qui a passé toute sa vie militaire, quasiment, dans les forces spéciales, dans les rangs desquelles il a effectué de très nombreuses missions, secrètes souvent. Et dont le couronnement de la carrière a été le commandement d'une unité exceptionnelle, le 1^{er} RPIMa, le premier régiment parachutiste d'infanterie de Bayonne. Ceux qui connaissent un petit peu la chose militaire savent quel courage et quelle abnégation ont besoin les hommes qui servent dans ce type d'unité. Cet officier, c'est le général Didier Tauzin, qui nous fait l'honneur de sa présence ce soir. Bonsoir mon général.

[01' 24'']

Didier Tauzin : Bonsoir.

[01' 25'']

Eugène Krampon : Et le général Didier Tauzin est un spécialiste de l'Afrique. Je l'ai dit : il est intervenu à de très nombreuses reprises. Mais c'est aussi un officier blessé. Blessé suite à son intervention au Rwanda qui lui vaut, à lui et à quelques-uns de ses camarades, des accusations très graves qui sont portées contre lui et contre la France. Accusations très graves puisqu'il est accusé de complicité de génocide, de crimes de guerre, de viols, etc. Des accusations tout à fait invraisemblables pour lesquelles il a répondu dans un livre que je vous recommande, qui s'appelle : *Je demande justice pour la France et ses soldats*, aux éditions Jacob-Duvernoy. Nous en ferons..., nous le mettrons en ligne..., nous mettrons la couverture du livre sur notre site. Et où il répond, évidemment, à toutes ces accusations. Accusations, évidemment, qui sont toujours colportées en France, bien que l'affaire date déjà depuis presque 20 ans maintenant. Et qui sont colportées toujours par les mêmes médias et dans le..., et avec le silence étourdissant, on va dire ça comme ça, de la classe politique, dans son intégralité, qui ne les a pas soutenus et qui n'a jamais pris la parole pour défendre l'honneur de ces soldats. Bien, mon général, vous intervenez ce soir – vous nous l'avez dit avant cette émission – en tant que soldat, en tant que patriote français et en tant que chrétien. Je crois que chez vous, c'est une notion importante.

[02' 38'']

Didier Tauzin : Oui, tout à fait.

[02' 39'']

Eugène Krampon : En tout cas, vous interviendrez avec les mots qui sont les vôtres. Ici, vous êtes chez vous. Vous vous exprimerez comme vous l'entendez.

[02' 43'']

Didier Tauzin : Merci !

[02' 44'']

Eugène Krampon : Voilà. Alors, pour que nous situions bien l'affaire rwandaise, on va faire un petit retour en arrière, succinct, pour que les gens comprennent bien. Puisqu'il n'y a pas que l'Orient qui est compliqué, l'Afrique aussi est un territoire compliqué. Le Rwanda, c'est un petit territoire..., grand comme la Belgique ?

[03' 00'']

Didier Tauzin : La Belgique. La Belgique, oui.

[03' 01'']

Eugène Krampon : Oui. C'est un pays d'altitude, je crois ?

[03' 04'']

Didier Tauzin : Oui, à part... L'altitude moyenne : 2 000 mètres.

[03' 06'']

Eugène Krampon : D'accord. Je crois qu'on peut avoir froid au Rwanda ?

[03' 08'']

Didier Tauzin : On peut avoir froid. J'ai eu froid au Rwanda.

[03' 10'']

Eugène Krampon : D'accord. Deux ethnies peuplent ce pays.

[03' 13'']

Didier Tauzin : En fait, il y en a trois. Mais l'une est presque insignifiante : elle ne représente plus que 1 % de la population. Ce sont les Twa, qui sont des pygmées. C'est le peuplement le plus ancien. Et les deux autres ethnies sont..., se partagent en 85 % – se partageaient, à l'époque ! –, en 85 % de Hutu, qui sont des bantous qui viennent de la forêt équatoriale, qui sont arrivés dans ce pays avant le Christ, avant l'ère chrétienne. Et 15..., 14 % de Tutsi qui, eux, sont des nilo-hamitiques, des pasteurs qui viennent d'Ethiopie, qui sont arrivés dans la région vers le XV^{ème}, XVI^{ème}, XVII^{ème} siècle.

[03' 49'']

Eugène Krampon : Bon. Ce sont – pour qu'on comprenne bien la genèse de l'histoire –, ce sont ces 14 % de Tutsi qui ont dirigé de tout temps la grosse majorité de manière un peu aristocratique avec un orgueil racial, on peut dire ?

[04' 02'']

Didier Tauzin : C'est beaucoup plus compliqué que ça encore. En fait, parmi les Tutsi... Les Rwandais en général étaient répartis en clans. Non seulement en ethnies mais aussi en clans et en

petits royaumes. Il y avait une grande quantité de petits royaumes au Rwanda. Et vers le XV^{ème}, XVI^{ème} siècle, deux clans se sont unis pour unifier le Rwanda. Et en fait, ils représentaient très peu de monde. Et ils avaient quasiment esclavagé tous les autres Rwandais, hutu et tutsi ! Et ces gens-là, ces deux clans royaux – les Nyiginya et les Bega –, qui en fait, donnaient ensuite le roi et la reine mère, avaient même développé une idéologie tout à fait étonnante. Ils ont fait mieux que Hitler puisque, eux, prétendaient être descendus du ciel et se nourrir..., de recevoir leur nourriture des anges. Et j'ai constaté, j'en ai connu de ces gens-là – réfugiés au Burundi où j'ai passé deux ans auparavant – qui ne mangeaient jamais en public pour faire croire, justement, qu'ils descendaient du ciel ! Et j'ai rencontré des Hutu qui croyaient encore que ces gens-là descendaient du ciel ! C'est étonnant. Et ils avaient réussi à faire entrer cela dans les têtes. C'est une domination psychologique. C'est une, comment dire..., une..., c'est machiavélique ! C'est totalement machiavélique, cette affaire-là. Donc, vous voyez, c'est encore plus compliqué. C'est-à-dire que, en fait, environ 0,5 % de la population régnait sur les autres. Mais d'une manière totalement despotique.

[05' 42'']

Eugène Krampon : Alors, cette..., ce schéma de population prend fin avec la colonisation belge, qui ne dure pas très longtemps, d'ailleurs, à l'échelle de l'histoire. Combien de temps ?

[05' 49'']

Didier Tauzin : Eh bien, non. La colonisation..., d'ailleurs, en règle générale, les colonisations – à part dans quelques..., sur quelques territoires comme Saint-Louis du Sénégal, la zone côtière de l'Angola ou du Mozambique –, la colonisation a duré entre 60 et 90 ans. C'est-à-dire... J'ai connu au Rwanda des gens qui avaient..., des personnes très âgées bien sûr... Pas au Rwanda, je me trompe de pays. Peu importe. Des Africains très âgés qui avaient connu la période avant ! Qui étaient nés avant la colonisation, avant ! Ils étaient bien sûr très âgés quand, moi, j'ai fait leur connaissance. Mais, donc, ça a été une parenthèse très brève dans l'histoire de l'Afrique.

[06' 26'']

Eugène Krampon : D'accord. Et donc, quand les Belges quittent le Rwanda, quand les Rwandais accèdent à l'indépendance, ils laissent un cadeau empoisonné, on va dire ça comme ça, à la population, à savoir qu'ils imposent la démocratie, le « one man, one vote ». Et que, par définition, dans les pays africains, c'est une démocratie ethnique. Et donc, par définition, les Hutu qui n'avaient jamais dirigé le pays depuis le XIV^{ème} siècle se retrouvent à la tête du pouvoir.

[06' 48'']

Didier Tauzin : Oui. Alors, là aussi, il faut entrer un peu plus dans le détail. A l'abri de la colonisation – au Rwanda, comme dans tous les autres pays –, l'Eglise est venue et a évangélisé ce pays. Si bien que... Encore, je parle encore pour l'époque 90-94. Aujourd'hui, c'est radicalement différent. Si bien qu'à cette époque-là, en 90-94, environ..., à ma connaissance environ 95 % de la population était chrétienne, en grande majorité catholique. Et il restait très peu d'adeptes des religions traditionnelles. Ce qu'a fait l'évangélisation, c'est qu'elle a réussi à convaincre les Hutu et les Tutsi, qui étaient dominés, que les autres étaient des hommes comme eux et non pas descendus du ciel !

[07' 33'']

Eugène Krampon : D'accord.

[07' 34'']

Didier Tauzin : Eh oui ! Elle a aussi diffusé le savoir, par les écoles. Donc, ce sont les Pères blancs qui ont créé les écoles. Ce sont les Pères blancs qui ont écrit la langue kinyarwanda. Donc, si vous voulez, les dominants – les Bega et les Nyiginya dont je parlais tout à l’heure – en ont voulu terriblement à l’Eglise catholique d’avoir promu l’homme. Promu l’homme rwandais. Ils ne pouvaient plus régner de la même façon. Là-dessus, la Belgique, donc, a imposé – comme tous les pays décolonisants à cette époque –, a imposé, donc, « un homme, une voix », comme vous le disiez tout à l’heure, à ce pays. Ce qui, automatiquement, a donné une majorité, arithmétiquement, aux Hutu. Et cette... ça s’est, si vous voulez, doublé d’un autre fait : les Belges ont insufflé une idée de République. De République, dans ce pays. Alors qu’auparavant, c’était une monarchie. Alors, parmi ceux qui voulaient, après l’indépendance, rétablir la monarchie... Vous aviez deux..., comment dit-on..., deux tendances : les uns voulaient rétablir la monarchie telle qu’avant la colonisation, c’est-à-dire la domination pure et dure des deux clans dont je parlais tout à l’heure. Et les autres voulaient tenir compte des apports de la colonisation, qui sont très conséquents partout en Afrique. Et en particulier de l’évangélisation qui avait fait profondément évoluer les idées ! Mais, par contre, les Belges ont promu la République et c’est le camp républicain qui a gagné puisque ce sont les Hutu qui se sont emparés de la République, de l’idée républicaine. C’est comme ça qu’au moment de l’indépendance, la monarchie a été balayée. Et donc, on a instauré la République au Rwanda.

[09’ 26’’]

Eugène Krampon : Donc, les Tutsi ont..., beaucoup sont partis, se sont réfugiés sur les territoires voisins ?

[09’ 30’’]

Didier Tauzin : Pas tant que ça. Sont partis essentiellement les deux castes, les deux clans dont je parlais tout à l’heure. Et ils sont partis essentiellement vers l’Ouganda, au nord. C’était quand même déjà important. Mais la plupart des autres Tutsi qui, eux aussi, avaient toujours été dominés, étaient quasiment au même niveau que les Hutu – bon, peut-être un peu différemment, mais pas vraiment si vous voulez – sont restés. Ils sont restés ! Et ce sont essentiellement, donc, les deux clans royaux qui sont partis.

[10’ 03’’]

Eugène Krampon : D’accord. Alors, vous, quand la France va s’engager dans l’affaire rwandaise – on va vite pour..., parce qu’on n’a pas..., le temps nous est compté –, le Président s’appelle Juvénal Habyarimana. C’est un Hutu, donc.

[10’ 13’’]

Didier Tauzin : Oui, oui.

[10’ 14’’]

Eugène Krampon : Donc, il est le Président des Forces armées rwandaises. Il est président de la République rwandaise. Et face à lui, de l’autre côté de la frontière ougandaise, il y a le président... Comment on peut l’appeler, Kagame, le chef d’un clan tutsi ?

[10’ 25’]

Didier Tauzin : Ah, mais à l’époque, c’est le président du FPR, du Front patriotique rwandais. Il l’appelle « Front patriotique rwandais » pour faire croire que c’est une affaire multiethnique, qu’il y a des Hutu chez lui. Effectivement, il y avait des Hutu comme otages, il y avait des Hutu comme

prisonniers. Et il y en avait aussi quelques-uns qui étaient, si vous voulez, les serviteurs de ces deux clans depuis des siècles – parfois de père en fils – et qui les avaient suivis. Mais il y avait très peu de Hutu. En fait, c'était... Le FPR est tutsi !

[10' 56'']

Wilsdorf : Ça veut dire qu'à l'époque, il y avait déjà une logique de conflit larvé, latente ? Ou il y avait véritablement une rivalité entre les deux clans et qu'elle s'exprimait par la création du FPR ? Ce FPR, ce n'est pas un parti politique. C'était une armée parallèle, c'était déjà... Il y avait une volonté, une vocation d'affrontement ? C'était déjà... Les choses étaient déjà dessinées comme ça ?

[11' 13'']

Didier Tauzin : Les choses se sont dessinées en affrontement, à mon avis, dans les..., au milieu des années 80. Il faut savoir que les Tutsi réfugiés en Ouganda ont aidé Yoweri Museveni – l'actuel Président d'Ouganda, qui est Président depuis 1986, un record de longévité ! –, l'ont aidé à prendre le pouvoir. Les Tutsi rwandais réfugiés en Ouganda, dont Kagame, ont fait partie de l'armée de Museveni. Ensuite, après la prise de pouvoir à Kampala, ont reçu, ont tenu des postes importants, y compris au niveau ministériel. Mais, en fait, cette aide à Museveni leur a servi d'échauffement, si je peux dire, de préparation à ce qu'ils avaient en tête : c'est-à-dire la reconquête du Rwanda, par la voie des armes et pour y rétablir l'ancien régime, mais sans aucune modification...

[12' 07'']

Wilsdorf : Et l'ancien régime, c'est le régime monarchiste ?

[12' 10'']

Didier Tauzin : La monarchie d'ancien régime qui n'avait rien à voir avec la monarchie qu'on a pu connaître en France jusqu'en [1789]. Absolument rien à voir ! Parce que là, c'était vraiment quasiment de l'esclavage pour les autres, voilà. Et donc, dès le départ, c'est un..., le Front patriotique rwandais est un mouvement politique qui s'est doté d'une armée. C'est typiquement le cas de tous ces mouvements de libération d'inspiration soviétique ou chinoise qu'on trouve dans cette époque. C'est...

[10' 39'']

Eugène Krampon : Ils sont armés par les Soviétiques le FPR ?

[10' 41'']

Didier Tauzin : Et ils étaient armés en partie par les Soviétiques, oui, bien sûr. Parce que Museveni était à l'époque proche de l'Union soviétique – et de la Libye –, qui elle-même était proche de la Libye [sic] ! Vous voyez ? Donc, ils étaient armés par les Soviétiques. Mais, là, on est..., on arrive à la fin de l'URSS, on arrive à la fin de la Guerre froide. C'est-à-dire que, dans ces années 80, bien sûr l'Union soviétique a aidé. Mais l'Union soviétique était en train de s'écrouler tout doucement. Mais ils ont quand même aidé le FPR à prendre son envol. Donc, c'est typiquement un mouvement de libération comme on en connaissait beaucoup à l'époque, avec une branche politique officielle d'apparence tout à fait honnête. Et une armée, l'Armée populaire rwandaise – APR – qui obéissait bien sûr au FPR. Et Kagame était – là aussi, je fais court parce que ça [serait] beaucoup plus long à détailler que ça –, et Kagame, donc, était le patron du FPR.

[11' 34'']

Eugène Krampon : Enfin, vous dites quand même dans votre livre qu'ils ont un stand, qu'ils sont présents à la Fête de l'Humanité, quand même. C'est un signe fort !

[11' 39'']

Didier Tauzin : Ah, oui [sourire]. Ils sont présents à la Fête de l'Humanité en France. Ils ont été invités par le Parti communiste français. C'est un signe fort, comme vous dites. Mais enfin, c'est l'habitude du Parti communiste français – depuis, disons, pas sa création peut-être, mais depuis au moins les années 45 – de tirer contre les soldats français. Je... Pour la petite histoire, je dirais que le premier pistolet mitrailleur MAS 49 – je parle d'un matériel militaire français ! – que mon père a vu, il l'a récupéré sur un Viet qu'il venait de tuer. Donc, il l'a récupéré... Ce matériel militaire français lui avait été envoyé par le Parti communiste français.

[14' 17'']

Wilsdorf : Donc, on peut dire quand même qu'à l'époque, les Tutsi ne participent pas du tout à la vie politique du pays ?

[14' 22'']

Didier Tauzin : C'est faux ! Les Tutsi qui sont à l'intérieur... Oui, pardonnez-moi [sourire].

[14' 26'']

Eugène Krampon : [Inaudible]. Mon général, las ! Le Wilsdorf ! [Inaudible].

[14' 29'']

Didier Tauzin : Les Tutsi qui vivent à l'intérieur du Rwanda participent à la vie politique du pays ! Habyarimana a des amis tutsi ! Et il y a eu des..., je crois qu'il..., je ne sais pas s'il y a eu des ministres tutsi mais je crois que oui.

[14' 45'']

Wilsdorf : Donc, juste pour les auditeurs, c'est se dire que, en fait, les choses ne sont pas aussi tranché qu'on veut le croire...

[14' 49'']

Didier Tauzin : Non. Non, non. Ce n'est pas aussi tranché qu'on veut le croire.

[14' 52'']

Eugène Krampon : Alors, dans votre livre, vous décrivez très bien la stratégie de Kagame. Est-ce qu'il est un peu... Est-ce qu'il a relu... On a l'impression qu'il a lu la stratégie maoïste et un petit peu le livre rouge, quoi. Quand il déclenche son offensive, il commence par une conquête du territoire et puis il fait une politique de communication mondiale. Un peu une politique victimaire. Il cherche des appuis un petit peu partout dans le monde. Il avance par petites étapes, on va dire ça comme ça.

[15' 12'']

Didier Tauzin : Oui. Alors, oui. J'écris..., je...

[15' 15'']

Eugène Krampon : Alors ça, c'est une analyse de l'officier contre-révolutionnaire ?

[15' 18'']

Didier Tauzin : Si vous voulez [rires]. Non, c'est un petit peu ce que j'avais appris quand j'étais officier, jeune officier à Bayonne. Je l'ai aussi appris par intérêt personnel parce que ça m'a passionné. Et puis, donc, ce sont les communistes soviétiques et chinois qui ont porté cela – cette stratégie, si vous voulez – à sa perfection dans l'époque moderne. Mais c'est vieux comme le monde ça, c'est stratégie de front de libération. C'est vieux comme le monde.

[15' 46'']

Eugène Krampon : Alors, Kagame franchit la..., envahit... Il attaque à quelle date ? En 90 ?

[15' 51'']

Didier Tauzin : Le Front patriotique rwandais attaque en octobre 90.

[15' 54'']

Eugène Krampon : Il entre sur le territoire rwandais.

[15' 55'']

Didier Tauzin : Voilà.

[15' 56'']

Eugène Krampon : D'accord. Comment il se comporte dans les territoires qu'ils viennent de libérer ?

[16' 00'']

Didier Tauzin : Ah. Eh bien...

[16' 02'']

Gérard Vaudan : Démocratiquement, je suppose [rires] ?

[16' 03'']

Didier Tauzin : Oui, tout à fait. C'est ça, exactement [sourire]. J'ai... Dans mon deuxième livre qui va sortir bientôt, qui s'intitulera *La haine à nos trousses, de Kigali à Paris*, dans lequel je relate des faits – réels ! – qui m'ont tous été rapportés par des réfugiés rwandais en France, je mets en deuxième partie une petite synthèse de quelques pages de la résolution du juge espagnol Merelles à la suite de... Enfin, une résolution qu'il a écrit – si vous voulez, c'est quasiment l'acte d'accusation, je ne sais pas très bien comment on dit en justice –, qu'il a rédigé après avoir informé les plaintes des familles des Espagnols tués au Rwanda. Et dans ce document, il est relaté, sur des dizaines de pages, les exactions commises par [le] FPR, les gens du FPR, dans tous les territoires conquis ! C'était des massacres systématiques. C'était le nettoyage par le vide. Ce n'était même pas la valise ou le cercueil, c'était... Il fallait partir très vite, et sans valise, parce que c'était de toute façon le massacre.

[17' 16'']

Wilsdorf : On est déjà dans une logique de nettoyage ethnique ?

[17' 18']

Didier Tauzin : Mais complètement !

[17' 19'']

Wilsdorf : Complètement.

[17' 20'']

Didier Tauzin : Moi, j'affirme dans mon livre et je continuerai d'affirmer que, dès le départ, dès la conception de sa guerre, Kagame avait envisagé, voulu, le nettoyage ethnique ! D'ailleurs, le juge espagnol va plus loin que moi : il dit que ça faisait vraiment partie de sa stratégie d'éliminer le maximum de Hutu ! D'éliminer le maximum de Hutu. Et, aujourd'hui encore, on ne nous parle en général que des – c'est devenu un refrain dans les médias – 800 000 Tutsi et Hutu modérés qui ont été victimes du génocide de 94. Les dernières estimations, parce la guerre a continué après 94 ! Elle n'est toujours pas terminée ! Elle n'est pas terminée ! Elle continue aujourd'hui dans l'est zaïrois, au Kivu, voilà. Eh bien, les dernières estimations sont de huit millions de morts ! De personnes massacrées. Huit millions, pas 800 000 ! Et sur les huit millions, il y a peut-être – peut-être – 200 000 Tutsi. Donc, tous les autres sont des..., des non Tutsi ! Il n'y a pas que des Hutu rwandais mais dans l'immense majorité, ce sont des Hutu rwandais. Et d'ailleurs, moi, ça m'amène à me demander : mais quelle est la population du Rwanda aujourd'hui !

[18' 34'']

Wilsdorf : C'est-à-dire qu'à l'origine, il y avait combien d'habitants au Rwanda ?

[18' 37'']

Didier Tauzin : En 90-94, il y en avait moins de 10 millions. On était autour de huit millions et demi. Et d'ailleurs, en 94, au moment de l'opération Turquoise, mon patron – j'étais à Turquoise aussi –, mon patron de l'époque, le général Lafourcade, était à Goma et il dit dans son livre, *Opération Turquoise*, qu'il a vu arriver un flot de réfugiés. Il y en avait plus d'un million ! Et moi-même dans le sud, j'ai vu passer des gens en quantité, c'était ahurissant. Le Rwanda se vidait de ses populations hutu ! Les forces rwandaises..., les forces du FPR poussaient les Hutu devant elles ! En tirant dessus, évidemment. Il y avait des...

[19' 16'']

Gérard Vaudan : Ça court plus vite après.

[19' 17'']

Didier Tauzin : Ça court plus vite [rires], voilà. Donc, il y avait, d'après le juge Merelles, il y avait une volonté – une volonté ! – d'éliminer un maximum de Hutu.

[19' 27'']

Gérard Vaudan : Et alors, par contre, moi, je me demandais toute cette connaissance de la situation, finalement, là, vous l'avez aujourd'hui, mais vous l'aviez déjà avant d'intervenir sur les opérations, notamment l'opération...

[19' 40'']

Eugène Krampon : Turquoise.

[19' 41'']

Gérard Vaudan : Oui, ou Chimère.

[19' 43'']

Didier Tauzin : Non, je n'avais pas, bien entendu, pas la même...

[19' 45'']

Gérard Vaudan : J'imagine que vous aviez un minimum de connaissances évidemment, sinon...

[19' 47'']

Didier Tauzin : Evidemment ! Et on ne part pas en opération sans avoir une connaissance au moins livresque du pays, sans avoir étudié les cartes, sans avoir – surtout dans nos régiments –, sans connaître ou d'une manière au moins théorique et livresque, les différentes ethnies, un peu leur culture, etc. Bien sûr. Mais je n'avais bien sûr pas la même culture que maintenant. Parce que je me suis... Quand je suis..., j'ai quitté l'armée, moi, j'avais décidé de tourner la page, de faire autre chose. De ne plus penser... Voilà ! Je regardai de devant, quoi ! Il y a une autre vie après la retraite [sourire]. Donc... Et j'ai été obligé d'y revenir à cause des accusations qui ont été portées contre...

[20' 25'']

Eugène Krampon : On va en parler, mon général. On va en parler.

[20' 27'']

Didier Tauzin : Bon. Alors je me tais.

[20' 28'']

Eugène Krampon : On va...

[20' 28'']

Gérard Vaudan : Je crois qu'il vient de nous couper là... Non, non, c'est terrifiant, terrifiant [sourire] !

[20' 31'']

Eugène Krampon : Alors, quand vous intervenez, parce qu'il y a eu deux interventions au Rwanda pour ceux qui ne sont pas au fait. La première a lieu en 90, c'est l'opération improprement appelée « Chimère ».

[20' 38'']

Didier Tauzin : Non, ce n'est pas en 90. C'est en 93.

[20' 40'']

Eugène Krampon : 93, excusez-moi. Dans quel état se trouvent les Forces armées..., enfin, rwandaises, à ce moment-là ? Elles sont en débâcle ? Le FPR est à combien de kilomètres de la capitale, quand vous intervenez ?

[20' 50'']

Didier Tauzin : Je reviens un petit peu en arrière, si vous voulez.

[20' 51'']

Eugène Krampon : Oui.

[20' 52'']

Didier Tauzin : La guerre a commencé en 90. La France intervient pour préparer l'évacuation des ressortissants européens. Et puis aussi pour aider l'armée rwandaise en vertu d'accords qui avaient été signés entre la France et le Rwanda en 1975 ! Bien. On pourrait en parler longtemps là aussi. Et donc, on arrête le FPR qui, l'année suivante... Et on envoie des conseillers sur place. On maintient l'opération Noroît, qui était stationnée autour de Kigali. Et puis, donc, d'années en années, le FPR relance ses opérations. En 92, mon prédécesseur intervient là-bas pour une grosse opération et il arrête lui aussi le FPR. Et je lui succède à l'été 92. Et en février 93, donc... Le 21 février, si je me souviens bien. Pas tout à fait, peut-être. Je pars de Bayonne le 21 février, donc c'était quelques jours avant. Le FPR enfonce le front qui avait été institué par les accords de cessez-le-feu du mois d'août précédent. Il enfonce le front sur la quasi-totalité des 250 kilomètres, d'ailleurs. Et s'empare d'une centaine, je crois, d'expatriés, à Ruhengeri, dans l'ouest. Et, donc, à ce moment-là, en France, ce sont les élections législatives de février 93. Raz-de-marée des partis dits « de droite ». Nous n'avons plus de ministre de la Défense : Monsieur Joxe est parti au Conseil d'Etat. Il n'est pas remplacé parce que le Président Mitterrand sait bien que la gauche va prendre une volée, donc [sourire] pas la peine de le remplacer maintenant. Et donc, on n'a plus de ministre de la Défense, ce qui n'est pas grave et...

[22' 27'']

Gérard Vaudan : Il y en avait un quand il était là, quand même [rires] ?

[22' 29'']

Didier Tauzin : Et [sourire]... Et donc, on me..., je reçois un coup de téléphone de l'état-major des armées me disant : « Tu pars demain matin ». « – Ah, quand ? Je pars demain matin ». « – Tu connais la situation là-bas ? ». « – Oui, je connais ». « – Bon, eh bien, tu fais pour le mieux ». « – Chef, d'accord ».

[22' 42'']

Eugène Krampon : C'est ce qu'on vous dit ? Tu... En clair, c'est : « Démerde-toi », quoi !

[22' 45'']

Didier Tauzin : Oui, mais c'est superbe [sourire].

[22' 47'']

Gérard Vaudan : C'est la phrase que vous citez dans votre livre. C'est ça ?

[22' 48'']

Didier Tauzin : C'est ce que je dis...

[22' 49'']

Gérard Vaudan : « Faites pour le mieux » ?

[22' 50'']

Didier Tauzin : Oui, mais... Attendez. Pour un officier des... Enfin, pour moi, du moins. Pour moi, du moins. Avec le tempérament que j'ai, la formation que j'ai, c'est l'ordre – le plus bel ordre – que j'ai reçu de ma carrière !

[23' 01'']

Gérard Vaudan : Oui, parce que ça laisse votre autonomie..., j'allais dire, complète.

[23' 04'']

Didier Tauzin : Ça me laisse énormément d'initiative. Et moi, j'ai besoin d'initiative. J'avais besoin d'autonomie et d'initiative [sourire]. Je connaissais parfaitement la situation. J'entraînais des hommes sur place depuis le début de mon commandement. Et il y en avait depuis quatre ans à Bayonne. Trois ans, à l'époque, des gens de Bayonne, sur place. Donc, je connaissais très bien la situation en... Les détachements étaient relevés tous les deux mois. Je savais très bien l'idée que..., la stratégie qui était développée au niveau du ministère, de la présidence et puis de l'état-major des armées. Donc, je savais ce que j'avais à faire. Je savais quel était l'objectif. Donc, « Débrouille-toi », c'est parfait.

[23' 43'']

Wilsdorf : Votre rôle, c'est un rôle d'encadrement ? Enfin, je veux dire de...

[23' 45'']

Didier Tauzin : Alors, nous partons là-bas...

[23' 46'']

Wilsdorf : De conseil, d'assistance ?

[23' 48'']

Didier Tauzin : Je réponds à la question d'Eugène.

[23' 49'']

Wilsdorf : Oui.

[23' 49'']

Didier Tauzin : Et je reviens à la vôtre après [sourire]. Je reviens à la vôtre après. Quand nous partons là-bas : « Bon, tu connais la situation. Fais pour le mieux ». Super [rires], ça me va bien. Eh bien, l'armée rwandaise que nous devons soutenir est en déroute. Le FPR a enfoncé ses positions. Il est à 15 kilomètres de Kigali. Les expatriés commencent à prendre l'avion, à quitter le territoire. C'est la débandade. Ça commence, la débandade. Donc, nous arrivons là-bas. Je retrouve un détachement du 1^{er} RPIMa qui était là-bas pour faire de l'instruction. Entre-temps, il avait fait de la libération d'otages à Ruhengeri, sous le feu bien entendu. Et nous sommes 70 pour une armée de 23 000 hommes en déroute. Bon, eh bien, nous reprenons cette armée en main. En huit jours, on refait le front. Et puis on rétablit, donc, la situation.

[24' 37'']

Eugène Krampon : Vous nous dites qu'avec 70 sur un front de 250 kilomètres, vous coincez les 12 000 rebelles. Enfin, vous empêchez l'offensive rebelle ?

[24' 42'']

Didier Tauzin : Non, pas uniquement ça. Non. C'est-à-dire que nous avons rétabli l'ordre dans l'armée rwandaise. Nous avons ramené les soldats en déroute sur leurs positions.

[24' 51'']

Gérard Vaudan : Mais comment on fait ça ?

[24' 52'']

Didier Tauzin : Eh bien, ça, c'est notre métier, si vous voulez. Il faut aller les chercher. Il y a d'abord le côté psychologique, à l'époque. Maintenant, ça a sans doute changé aussi tout ça. Parce que les hommes changent beaucoup, les situations changent beaucoup, vous savez. Mais, à l'époque, il suffisait de quelques bérets rouges dans une rue africaine pour que le calme se rétablisse. Et quand les officiers rwandais, quand les Rwandais, militaires rwandais, nous ont vu arriver sereins, calmes et avec notre béret rouge sur la tête, ils se sont dit : « Voilà, c'est sauvé ».

[25' 17'']

Gérard Vaudan : « On est sauvé ».

[25' 18'']

Didier Tauzin : « On est sauvé ». En fait, voilà..., vous savez, c'est très psychologique. Nous sommes que des hommes comme les autres. C'est évident. C'est très psychologique. Il y a l'effet psychologique. Ensuite, l'effet de conviction. On va les chercher, on les aide à se réorganiser. On leur donne confiance. C'est un travail, si vous voulez, essentiellement psychologique. Mais ils étaient tellement, comment dire, tellement dans le besoin ces gens-là, tellement désespérés – tellement paumés ! – que, eh bien, oui, ils auraient accueilli n'importe qui comme le Messie, quoi. Ça a été nous [sourire].

[25' 47'']

Eugène Krampon : Les gens du FPR vous savaient que vous étiez en face [sic] ?

[25' 49'']

Didier Tauzin : Oui. Oui, oui, bien sûr. Et d'ailleurs, un type qui a été..., qui est mort maintenant, malheureusement, qui était un transfuge du FPR, qui a écrit... Ruzibiza. Ruzibiza, il s'appelle. Joshua Ruzibiza. Un lieutenant du FPR, qui ensuite a fait défection, qui a d'ailleurs répondu aux questions du juge Bruguière..., a écrit dans son livre : « En février 93, les Français nous ont mis une telle plumée – enfin, [ce ne sont] pas les Français, c'est l'armée rwandaise, mais commandée indirectement par nous –, nous ont mis une telle plumée que, si les accords de cessez-le-feu n'avaient pas été signés à ce moment-là, ils nous renvoient en Ouganda ! ». Il l'a écrit noir sur blanc. Voilà.

[26' 30'']

Eugène Krampon : Pourtant, il a été dit que vous n'aviez pas participé aux combats ?

[26' 33'']

Didier Tauzin : Nous n'avons pas directement participé aux combats. Moi, je n'ai pas tiré un coup de feu là-bas et les quelques-uns de mes hommes qui ont eu à tirer l'ont fait en..., comment dire, en se défendant !

[26' 44'']

Gérard Vaudan : En légitime défense.

[26' 45'']

Didier Tauzin : En légitime défense ! Parce que notre rôle était un rôle de, comment dire, de conseiller, de reprise en main de l'armée rwandaise, de... Voilà, c'est ça ! C'était... Il s'agissait de commander indirectement. C'était un... Alors... Et c'est là que j'ai beaucoup appris des gens que j'ai beaucoup combattu par ailleurs, les communistes. J'ai appliqué là-bas, tout simplement, la hiérarchie parallèle qu'on appliquait dans les usines Renault ou à Boulogne-Billancourt dans les années 70. La hiérarchie parallèle pour prendre la direction à la place de la direction officielle ! J'ai appliqué la même technique, mais pour faire la guerre.

[27' 24'']

Wilsdorf : Et là, on est toujours dans la logique des accords d'assistance de 75 ?

[27' 28'']

Didier Tauzin : On est toujours dans la logique des accords d'assistance.

[27' 31'']

Eugène Krampon : A un moment donné, vous... Donc, la revanche, enfin... Pfo... Vous pouvez presque... Vous vous êtes dit : « Bon, ça y est, ils sont prêts, ils sont réarmés. On va pouvoir culbuter le FPR. On va pouvoir le ramener à la frontière ougandaise ».

[27' 41'']

Didier Tauzin : Oui.

[27' 41'']

Eugène Krampon : Qu'est-ce qui fait que vous ne donnez pas l'ordre ?

[27' 43'']

Didier Tauzin : Ah ! Alors, oui, effectivement, j'ai préparé la contre-offensive. Elle portait même un nom. On avait déplacé 3 000 hommes. Ce qui, dans ce pays, n'est pas rien. Parce qu'il y avait très peu de routes, très peu de transports. Et donc, beaucoup de déplacements à pieds [inaudible], ce n'est pas rien. On avait groupé l'artillerie sur des positions adéquates pour [inaudible], etc. Tout était bien préparé. Et puis, quelques heures avant que je ne donne l'ordre de déclencher l'offensive, eh bien, j'apprends, par l'intermédiaire de mon patron sur place, que Paris estime que ce n'est pas opportun [silence]. Alors sur le coup, vous savez, quand on est colonel, commandant un régiment les deux pieds, les deux mains dans la boue, sur le Rwanda, on n'est pas dans un état-major à Paris. On n'a pas du tout la même vision ! On est obligé de se dire : « Le patron, là-haut, eh bien, il sait mieux que moi où on va ». Et c'est normal. En plus, ça fait partie de l'éthique militaire. Donc, c'était ça : « Paris estime que » mais « Tu fais ce que tu veux ». Ah ! Vous savez, dans des cas comme ça, eh bien, je peux vous dire, on est rudement emmerdé ! On est rudement emmerdé parce que, que faire ? Si « Paris estime que »... Paris normalement sait. Moi, je sais que je réussirai. Mais « Paris estime que ». Alors j'ai pris l'avis de mes deux principaux subordonnés, l'officier-renseignement et l'officier-opération. L'officier-renseignement, un grand bonhomme, un grand gaillard, il me dit : « Oui, il faut que tu y ailles ! Tu es sûr de gagner ! Ils sont foutus en face ! Et ça se passera vite ». Bon, très bien. OK. Et l'autre me dit : « Ah, mon colonel, si "Paris estime que", même si on a 95 [% de] chances de réussite, il ne faut pas y aller ». Eh bien, voilà. Et c'est lui qui avait raison, théoriquement. En raisonnement purement militaire, c'est lui qui avait raison [rires].

[29' 39'']

Eugène Krampon : Vous pensez que vous les auriez culbutés ?

[29' 41'']

Didier Tauzin : Ah, oui. Moi, je..., j'avais... Je suis certain que... Ecoutez, encore une fois, Ruzibiza – donc ce transfuge du FPR – l'a écrit ! « Les Français auraient continué, il n'y aurait pas eu ces accords de cessez-le-feu. Ils nous renvoyaient en Ouganda ! ». C'est lui qui l'a écrit, ce n'est pas moi. Et moi, j'étais..., je suis persuadé que j'aurais réussi.

[29' 59'']

Eugène Krampon : Alors, derrière la question technique, il y a quand même une tragédie qui se profile. Il faut que les auditeurs comprennent bien ça : c'est que, si – si – vous aviez donné l'ordre de les culbuter, ils seraient repartis en Ouganda. Il n'y aurait pas eu le génocide l'année suivante.

[30' 09'']

Didier Tauzin : Ah ! Ça, on ne peut pas le dire d'une manière aussi... certaine ! Mais...

[30' 15'']

Wilsdorf : C'est un vecteur qui fait que, au moment de cette décision-là, on peut anticiper et imaginer ce qui peut arriver derrière. Vous, vous en êtes conscient de ça, potentiellement ?

[30' 25'']

Didier Tazuin : Oui et non. Je ne sais pas lire dans la boule de cristal.

[30' 27'']

Wilsdorf : Mais par rapport à ce qui s'était déjà passé avant. Vous aviez eu connaissance... Vous nous parliez tout à l'heure, depuis les années 90, des massacres qui avaient déjà eu lieu.

[30' 33'']

Didier Tazuin : Oui, c'est évident.

[30' 34'']

Wilsdorf : Ça pouvait vous donner la mesure.

[30' 35'']

Didier Tazuin : Oui, c'est évident. Mais si vous voulez, on ne pouvait pas imaginer l'ampleur que ça a pris. Même 800 000 morts en 94 – et alors qu'on en est à huit millions –, on ne pouvait pas imaginer cela. Il faut bien se remettre dans le contexte : on est en février ou mars 93 ! Et le génocide a commencé le 7 avril 94 ! Plus d'un an après. Donc, à ce moment-là, Paris, lui, très justement, le gouvernement veut..., a une autre logique – quand je dis très justement, bon, ça resterait..., bon, on peut en parler aussi [sourire] –, mais a une autre logique. C'est de réconcilier des frères ennemis et de faire un pays où règne..., où coule le lait et le miel, n'est-ce pas [sourire], un pays d'harmonie, bon...

[31' 23'']

Gérard Vaudan : C'est étrange ce rêve de République une et indivisible...

[31' 26'']

Didier Tazuin : Oui. Et puis c'est...

[31' 27'']

Eugène Krampon : Ça sent le triangle et les trois points, c'est ça [rires] ?

[31' 29'']

Gérard Vaudan : Ouais.

[31' 30'']

Didier Tazuin : C'est..., enfin, ça montre une méconnaissance des réalités rwandaises, terrible. Ça montre une vision idéologique, beaucoup plus que politique – politique, réellement politique – de la part de nos gouvernants. Qu'ils soient de droite ou de gauche, c'est parfaitement clair. Voilà. Donc, en février 93, on ne peut pas savoir. Et donc, moi, je suis devant un problème, là. Donc, *in fine*, eh bien, j'annule l'opération.

[31' 57'']

Eugène Krampon : Est-ce que ce n'est pas une déchirure, ça, pour vous ?

[31' 59'']

Didier Tauzin : Ah, c'est terrible ! Ça a été... J'en ai... Si vous voulez... A partir de l'été 94, après Turquoise, je dirais que j'en ai cauchemardé pendant des années. Parce que [sourire] je me suis senti quelque part responsable de ce génocide. Et si j'avais dit « merde » à Paris ? Si j'avais déclenché l'opération, peut-être que... Mais on ne réécrit pas l'histoire, et d'une. Deuxièmement, je ne savais pas lire dans la boule de cristal. Troisièmement, j'ai agi en officier : j'ai obéi parce que je ne savais pas où j'allais. Mais j'ai vraiment compris mes anciens d'Algérie ! Ceux qui ont fait le putsch. J'ai vraiment compris à ce moment-là [silence].

[32' 42'']

Eugène Krampon : Bien. Suite à... cette histoire-là, donc, des accords sont signés à Arusha, en Tanzanie, entre les deux factions. Une sorte de « paix armée » à laquelle vous n'avez pas l'air de beaucoup croire, d'ailleurs ?

[32' 54'']

Didier Tauzin : Ah, non !

[32' 55'']

Eugène Krampon : Vous sentez que c'est un piège le..., les [inaudible]... un marché de dupes ?

[32' 58'']

Didier Tauzin : C'est complètement un marché de dupes ! C'est complètement un marché de dupes ! Les... Encore une fois, il faut connaître un peu la région pour essayer de comprendre un peu les mentalités. Le Hutu qui..., et les... Oui, le Hutu et les Tutsi qui, pendant des siècles – des siècles ! – a entendu dire que les autres, ceux qu'ils attaquent, sont descendus du ciel, ils..., instinctivement, ils baissent la tête. Bon. Quelques-uns étaient sortis de ce schéma-là. J'en connaissais quelques-uns : mon camarade le général Kabiligi, le général Nsabimana. Enfin, voilà, quelques-uns étaient sortis de ce schéma-là. Mais la majorité des Hutu était restée subjuguée psychologiquement par cette..., comment dire, imposture ontologique ! Ontologique, quasiment. Voilà, donc. Et on les a quasiment laissés tout seul dans les négociations face aux Tutsi. Et quand je dis tout seul, c'est exagéré parce qu'il y avait des diplomates français mais qui avaient, eux, cette volonté de réconcilier deux frères ennemis. Ce qui n'était pas possible. J'ajouterai que – et là, je suis dans la supputation, mon cher Eugène –, que l'attitude du gouvernement français a changé, radicalement, avec l'alternance. Le Président Mitterrand avait une politique africaine, une politique rwandaise. Bon. On appréciait ou on n'appréciait pas, c'était celle-là. Et puis nous, on était sur le terrain, on obéissait ! Et puis, l'idée, c'était de faire le maximum, bien sûr, pour que..., pour aider ces gens-là à se réconcilier si possible. Mais on ne se désengagerait pas. Alors que, à partir de l'alternance – donc, le gouvernement de droite, [de] cohabitation avec le Président Mitterrand –, l'idée est de se désengager du Rwanda [silence].

[35' 12'']

Eugène Krampon : D'accord.

[35' 13'']

Didier Tauzin : Et de se désengager, d'ailleurs, en général d'Afrique. Pour se tourner beaucoup plus vers l'Europe de l'Est ! On est en 93-94. Donc, l'Europe de l'Est s'ouvre ! Les Allemands installent

leurs usines en Hongrie, en Pologne, etc. Donc, le gouvernement français veut aussi en profiter. Donc, on a tendance à abandonner l'Afrique. Voilà, c'est ça le...

[35' 36'']

Eugène Krampon : Donc, suite à cette première intervention, vous et vos hommes vous revenez à Bayonne. Et, disons, le 1^{er} avril 1994, c'est-à-dire quasiment un an après, vous apprenez que le Président du Rwanda – le Président Habyarimana que vous connaissiez, d'ailleurs – est abattu dans son avion par un tir de roquettes et que... Bon, il a des ministres avec lui, d'ailleurs. Et puis, il y a des Français aussi avec lui dans cet avion. Donc, l'Etat rwandais est un peu décapité. Est-ce qu'on sait, aujourd'hui, qui a descendu l'avion d'Habyarimana ? Puisque dans la presse de gauche – l'autre jour, j'ai encore vu dans *Libération* –, ils n'osent pas dire que ce sont des Tutsi. Ils disent : « Ce sont des Hutu extrémistes ». Enfin, la presse française est un peu...

[36' 15'']

Gérard Vaudan : Il n'est pas un peu « mollah Omar » avec sa mobylette, qui s'est barré avec Ben Laden derrière, non [sourire] ?

[36' 19'']

Eugène Krampon : C'est plus tard, ça. C'est plus tard [sourire].

[36' 20'']

Gérard Vaudan : Ah, c'est après ? C'est après [rires]. Je n'étais pas sûr parce que j'ai dû mal à me positionner dans le temps parfois.

[36' 23'']

Didier Tauzin : [Rires]. Non, d'abord ce n'est pas le 1^{er} avril. C'est le 6 avril 94. 20 h 30, heure française. Enfin, c'est à ce moment-là que moi je l'apprends. Et les... Alors qui ! Qui a fait cela ? Depuis 94, mon intime conviction est : c'est Kagame. Kagame. Bien sûr, officiellement, on ne le sait toujours pas. Et on a émis toutes sortes d'hypothèses, y compris des gens du 1^{er} RPIMa, d'ailleurs, à Bayonne. Oui, oui, oui, oui ! Il a même été dit que c'était – pas moi, bien sûr – un de mes subordonnés qui avait descendu... OK. Bien. Je maintiens : c'est Kagame. Et d'ailleurs, Ruzibiza, dont je parlais tout à l'heure, l'a écrit ! Et d'une. D'autres transfuges du FPR, et non des moindres ! Par exemple, l'ancien secrétaire général du FPR – alors, ils ont tous des noms un peu difficiles, je n'ai pas retenu son nom – a dit à la BBC, il y a deux ans à peine... A la BBC, il y a deux ans. Oui, c'est ça, deux ans... « C'est Kagame qui a donné l'ordre d'assassiner Habyarimana ». De même..., enfin, d'autres, d'autres aussi, si vous voulez..., d'assez nombreux, maintenant, Tutsi, transfuges du FPR – qui ont quitté, donc, Kagame, qui l'ont lâché – l'accusent. Ça ne fait pas une preuve. Ça ne fait pas une preuve. Je dirais aussi : mais comment se fait-il [silence] que, d'après les écoutes [silence], les troupes de Kagame se soient [mises] en mouvement vers Kigali, pour la conquête finale, moins d'une demi-heure après que l'avion ait été descendu ? Ça veut dire que, un, ils le savaient. Ce n'est pas difficile. Et ça veut dire surtout que l'opération était préparée ! Parce que, pour mettre 15 000 hommes ou 20 000 hommes en ordre de marche, il faut des semaines !

[38' 10'']

Gérard Vaudan : Vous aviez déjà eu du mal avec les 3 000, ce que vous disiez tout à l'heure, donc..., effectivement, c'est bien...

[38' 15'']

Didier Tazuin : Oui ! Il faut des semaines !

[38' 16'']

Wilsdorf : [Ce sont] plus que des coïncidences, effectivement.

[38' 17'']

Didier Tazuin : Voilà. Donc, le juge Merelles, encore une fois, lui aussi, accuse nommément Kagame !

[38' 24'']

Eugène Krampon : Donc, le génocide commence tout de suite, a priori ?

[38' 27'']

Didier Tazuin : Oui... Oui, il commence tout de suite. Mais ce n'est pas aussi simple que ça, si vous voulez. Parce que, d'après le témoignage d'un officier belge qui était là-bas en coopération, dans la nuit qui a suivi l'attentat, la situation est restée calme. Le lendemain, c'était calme, assez calme aussi. Mais ça a très vite démarré. Ça a très vite démarré. Et là, on a accusé une quantité de gens, en particulier le gouvernement intérimaire. On avait dit que ça avait été préparé, etc. Alors là, je veux dire quelque chose, que je relate aussi. Depuis fin 94... D'abord, je note que le..., l'ONU a déclaré comme génocide les massacres qui se sont perpétrés au Rwanda entre avril et juin 94. Juillet 94.

[39' 14'']

Eugène Krampon : Ça fait trois mois, à peine ?

[39' 15'']

Didier Tazuin : Oui. Là, ça a été déclaré comme génocide. Et là, on estime à 800 000 victimes, tutsi et hutu modérés. Bien. OK.

[39' 25']

Wilsdorf : C'est ce que retient l'histoire : 800 000 morts en 80 jours.

[39' 27'']

Didier Tazuin : C'est ce que retiennent les médias, c'est ce que retiennent... C'est ce qu'on retient officiellement ! On ne parle pas des huit millions. Ça..., eux, l'histoire les oubliera peut-être. Ça m'étonnerait. Ça m'étonnerait parce qu'on en parle quand même de plus en plus maintenant. Qu'est-ce que je voulais dire ? Oui, donc, l'ONU considère cela comme un génocide et installe un tribunal, le TPIR – Tribunal pénal international pour le Rwanda –, à Arusha, en Tanzanie. Pour juger les génocidaires présumés ! Donc, tous des gens qui étaient au Rwanda en 90 [sic], avant juillet. Quasiment tous – tous – des Hutu désignés par le..., par Kagame et le FPR. A ce jour, aucun des présumés coupables n'a été condamné pour génocide, aucun ! C'est-à-dire que, selon la définition de l'ONU, il y a génocide quand il y a préméditation, organisation et exécution, bien sûr, du génocide. Il faut qu'il y ait préméditation et organisation. Des quantités de gens ont été condamnés – à des peines parfois très lourdes – pour actes génocidaires, pour massacres ou bien pour avoir couvert des

massacres ou laissé faire. Ou laissé faire. Mais aucun n'a été condamné pour génocide ! C'est-à-dire préméditation et organisation du génocide. Si, donc..., à moins que l'ONU ne sache pas ce qu'[elle] écrit. Après tout, c'est possible, un machin pareil. Si, donc, il y a vraiment eu génocide, ça veut dire que les responsables sont ailleurs ! Et on sait où ils sont ! Ils sont à Kigali en ce moment. C'est Kagame.

[41' 12'']

Eugène Krampon : Donc, [ce sont] les maîtres du pouvoir actuellement.

[41' 14'']

Didier Tauzin : Maîtres du pouvoir. Et qui sont protégés ! Ils sont protégés par des quantités de gens dans..., du monde occidental. De moins en moins, ça se... Les soutiens commencent à se...

[41' 24'']

Eugène Krampon : Donc, vous, vous intervenez une deuxième fois dans le cadre de l'opération Turquoise. Pourquoi la France a attendu ces trois mois pour intervenir ? D'autant que quand, vous, vous intervenez, la plupart des crimes de masse ont déjà été commis ?

[41' 35'']

Didier Tauzin : Oui, bien sûr. Oui, bien sûr ! On est intervenu beaucoup trop tard. Alors, pour la petite histoire, je précise quand même qu'à partir d'octobre 93, il n'y avait plus au Rwanda qu'une poignée de coopérants militaires français. Plus l'attaché de Défense. Et un seul sous-officier du premier régiment parachutiste d'infanterie de marine, mon régiment. Un seul sous-officier, adjudant, secrétaire auprès de l'attaché de Défense, qui était chargé de rédiger les rapports de renseignements à destination de Paris. Bon, en particulier l'Elysée, le ministère de la Défense, l'état-major des armées. Et puis, il m'en envoyait un exemplaire à moi, sans le dire à personne. Donc, j'étais très bien informé. Et dès que j'ai su – à peu près un quart d'heure après, après l'Elysée, quoi –, qu'Habyarimana avait été tué, j'ai mis mon régiment en alerte. Persuadé que nous partirions dans la nuit, au plus tard le lendemain matin. Parce que j'étais intimement persuadé qu'il y aurait des massacres à très grande échelle. Donc, j'ai mis mon régiment en alerte. Ce qui ne faisait pas beaucoup de monde parce qu'à Bayonne, on n'est jamais très nombreux. Je pensais qu'on partirait avec un autre régiment, comme le 8^{ème} RPIMa de Castres. Et puis, au bout de huit jours, j'ai levé l'alerte ! Au bout de huit jours, j'ai levé l'alerte parce qu'on n'avait pas reçu l'ordre de partir. Et on voyait les massacres se dérouler, par la radio, la télévision, etc. Et... Alors, pourquoi on n'est pas parti ? En fait, je ne sais pas exactement pourquoi on n'est pas parti. Je ne peux que supposer. Ce dont je me souviens, c'est que, l'attentat ayant eu lieu le 6 avril 94 au soir, dès le 7 avril, moins de 24 heures..., 12 heures après, si vous voulez, les médias du monde entier – à part quelques-uns, très rares, y compris les médias français, à part quelques-uns, très rares – agonisaient la France d'injures, nous traitaient, nous, d'assassins, nous rendaient responsables, coupables de ce génocide ! La France, c'était un véritable tir d'artillerie médiatique. Je l'ai..., moi, c'est..., dans mon souvenir, c'est ça ! Très peu de gens s'en souviennent parce que beaucoup n'étaient pas vraiment directement concernés. Tandis que nous, à Bayonne, nous étions très directement concernés. Et je me souviens de cela comme d'un véritable tir d'artillerie médiatique pour... Vous savez, ces tirs d'artillerie qu'on déclenche sur des tranchées pour empêcher les gars de sortir – les gars d'en face, bien sûr, de sortir. Eh bien, c'était ça. Mais arrive un moment où le Gaulois se dit : « Bon, eh bien, maintenant, ras-le-bol. Maintenant, ras-le-bol. J'y vais quand même ». Et c'est... Le déclenchement de l'opération Turquoise, si vous voulez, ça a été un sursaut d'honneur ? Peut-être, de gloriole ? Je ne sais pas. Ça a été une opération qualifiée de militaire à but humanitaire. Je dirais que oui, bien sûr, parce que nous avons sauvé des dizaines de milliers de personnes, qu'ensuite nous avons abandonnées !

[44' 32'']

Gérard Vaudan : Enfin, ça, on a l'habitude en France.

[44' 34'']

Didier Tauzin : C'est terrible ! Oui, enfin, on a l'habitude, mais ça laisse des plaies quand même. Je ne sais pas si on a vraiment l'habitude. Le peuple n'aime pas ça. Moi, je n'aime pas ça. Et puis, le soldat déteste cela. Ce sont des gens pour qui on s'est battu, pour qui on a souffert. Et c'est infernal pour nous. Infernal. Donc, on a, c'est vrai, sauvé des dizaines de milliers de personnes – des Rwandais me l'ont dit –, qu'ensuite on a abandonnées. C'était donc une opération militaire à but humanitaire. Et aussi publicitaire.

[45' 01'']

Wilsdorf : C'est ça, oui.

[45' 03'']

Eugène Krampon : Bon, dans la foulée, évidemment, le FPR s'empare du pouvoir. Donc, les rebelles, les forces rebelles que vous aviez affrontées depuis des mois et des mois...

[45' 10'']

Didier Tauzin : Pardonnez-moi. Je reviens à ça. Parce que, ça, ça me fait mal. Une opération militaire à but publicitaire, c'est comme ça que je l'ai sentie. Parce que... Et que je le sens toujours. Ça me fait mal parce que ce sont des milliers, des millions de personnes qui sont en cause. Parce que c'est l'honneur de la France et de l'armée française qui sont en cause. Voilà. Et tout ça pour quoi ? Pour que le..., ce gouvernement se dise : « Nous, on a fait quelque chose ». Ouais, bien sûr, tu parles, « On a fait quelque chose ». Au bout du compte, il y a quand même huit millions de morts. Voilà, je...

[45' 44'']

Eugène Krampon : Ces accusations..., ces accusations elles viennent d'où, mon général ? Les accusations qui ont été portées contre la France. Qui les portent ? D'où sortent-elles ?

[45' 52'']

Didier Tauzin : Ah !... Pfu... Bon. Elles sortent... de Kagame ! Bien entendu. Elles sortent des relais. Mais qui sont les émetteurs ? Parce qu'il y a les relais, les médias, les médias habituels...

[46' 07'']

Eugène Krampon : Vous avez une expression très grave : vous parlez d'une cinquième colonne en France !

[46' 11'']

Didier Tauzin : Oui. Eh bien, je le maintiens, je le maintiens !

[46' 13'']

Wilsdorf : Quand vous parliez de tir d'artillerie, ce n'est jamais innocent, je dirais. La chose... Il n'y a pas...

[46' 16'']

Didier Tauzin : Tir d'artillerie médiatique [rires].

[46' 17'']

Wilsdorf : Médiatique, j'entends bien. Mais, je veux dire, les choses ne sont pas... Enfin, si elles sont spontanées, voilà... Avec une telle dimension..., c'est qu'elles sont...

[46' 21'']

Didier Tauzin : Alors, moi, j'étais persuadé qu'elles n'étaient pas spontanées. Je suis persuadé qu'elles n'étaient pas spontanées. C'était préparé, mais avec des « idiots utiles », comme disaient les Soviétiques autrefois. C'est-à-dire des gens qui... Des gens en particulier des journalistes. Il y en a quelques-uns pour qui j'ai un immense respect, qui font un travail magnifique. Mais manque de pot, il y en a beaucoup qui sont là pour la gamelle et qui font..., qui relaient, relaient, qui répètent comme des perroquets ce qu'ils ont entendu depuis des dizaines d'années. Bon. Et ça, ce n'est pas du boulot de journaliste, ça. Je suis désolé. Mais, donc, je mets à part les journalistes qui, pour l'immense majorité, n'ont fait que relayer. Qui sont les sources de ces accusations ? Il y a bien sûr Kagame, c'est évident. Il y a, en France, ce que j'appelle cette cinquième colonne – qui est peut-être un terme un peu exagéré mais enfin, je n'en suis pas certain finalement –, qui comprend bien entendu le Parti communiste français, qui comprend les habituels successeurs de ce qui étaient autrefois les porteurs de valises, le parti de l'étranger désigné par de Gaulle, n'importe quoi, etc. Et qui comprend, en particulier, une association de droit français mais suscitée par les Britanniques : l'association Survie, qui a son siège social à Paris, qui a été suscitée par les Britanniques pour saper la politique française en Afrique. Et elle a parfaitement réussi. Par exemple, le mot « Françafrique », qui a été inventé par Houphouët-Boigny – dont j'ai été garde du corps quand j'étais jeune officier –, avait dans son esprit une connotation éminemment... Enfin, c'était un objectif quasiment inatteignable pour lui, louable, c'était un rêve ! Un rêve. Des liens indissolubles entre la France et l'Afrique. Eh bien, l'association Survie, en jouant sur les sonorités « France », « Fric », a complètement détourné le sens donné initialement par Houphouët-Boigny pour... Justement, en jouant sur « France » et « Fric » et insinuer dans les esprits que, de toute façon, la Françafrique, ça ne pouvait être que dégueulasse, que ça ne pouvait être que des histoires de corruption, de fric, etc.

[48' 32'']

Wilsdorf : En même temps, l'histoire ne leur a pas donné forcément tort non plus. Quand on voit ce qui va se passer, plus tard. Enfin, dans d'autres histoires avec Elf et ainsi de suite. On ne peut pas dire qu'on ait forcément, non plus, porté au pinacle la chose !

[48' 44'']

Didier Tauzin : Oui, mais vous avez... Attendez. Ça, c'est l'histoire humaine !

[48' 46'']

Wilsdorf : Oui. J'entends bien, mais je veux dire... Voilà !

[48' 48'']

Didier Tauzin : Oui ! Mais vous avez parfaitement raison !

[48' 49'']

Wilsdorf : Vous voulez dire la dimension humaine de la chose ?

[48' 51'']

Didier Tauzin : Mais dans toute histoire humaine, vous avez des scories. Bon. Moi, je suis un fervent défenseur de la colonisation, de l'acte de colonisation, de terrain ! Je ne dis pas du colonialisme, c'est autre chose. Mais, sur le terrain, il y a eu des choses magnifiques de faites ! Mais il y avait des scories, il y a eu des exactions, il y a eu des bavures. Et dans toute action humaine, il y a des choses qui ne vont pas. Et pareil [sic]. Mais initialement, l'idée de la Françafrique, c'était Houphouët-Boigny et c'était l'union indissoluble de la France et de l'Afrique. Voilà. Et ça a été complètement perverti et ça a sapé la politique française en Afrique ! J'ai entendu des ministres – français ! –, de la Coopération en particulier, et des gens de droite, parler de la Françafrique avec un mépris. Mais c'est ignoble ! Ces gens-là ne connaissent rien à leur métier !

[49' 37'']

Eugène Krampon : Bon. Vous avez parlé de l'association Survie qui est une association, une ONG anglo-saxonne proche de la CIA. Est-ce que...

[49' 41'']

Didier Tauzin : Non, c'est français ! C'est de droit français...

[49' 43'']

Eugène Krampon : Français, bon.

[49' 44'']

Didier Tauzin : Mais suscité par les anglais.

[49' 46'']

Eugène Krampon : Bon. Est-ce que le rôle des anglo-saxons dans cette région du monde, ce n'était pas précisément de nous exclure de cette région des Grands Lacs qui regorge de pétrole, de minerais, etc. ? Est-ce ce n'est pas ça, la clé de l'affaire ?

[49' 54'']

Didier Tauzin : Bon, je vous...

[49' 55'']

Wilsdorf : On sait aussi que, pardon, Kagame était aussi... Enfin, il a fait ses classes, plus ou moins, non plus, aux Etats-Unis. Oui, c'est ça. Donc, il y a aussi une relation de cause à effet, certainement.

[50' 01'']

Didier Tauzin : Oui, c'est évident ! Les anglo-saxons sont derrière. Mais là, je vous suggère de lire le livre magnifique de Pierre Péan : *Carnages. La politique des grandes puissances en Afrique* [sic]. C'est un livre excellent qui vous dira beaucoup mieux que moi ce que... Voilà. Ceci étant – je l'ai écrit dans mon bouquin –, il y a un homme qui s'est... Un vieux monsieur, très vieux monsieur maintenant, qui vit à Paris. Boutros Boutros-Ghali, qui a été secrétaire général de l'ONU à cette époque. Et qui a écrit, à peu près textuellement : « Les Américains sont responsables à 100 % du génocide ». Ce n'est pas rien ! Ce n'est pas moi qui aie écrit ça, c'est Boutros Boutros-Ghali. Et, de continuer : « Les autres pays occidentaux, aussi, sont responsables de ne pas..., d'avoir laissé faire ou d'avoir suivi, etc. ». Mais les Américains à 100 %. C'est gros. Enfin, lisez..., lisez Pierre Péan.

[50' 58'']

Eugène Krampon : Bon. Vous vous retrouvez, vous, sur une liste..., enfin le rapport « Mucyo ». Un rapport fait par le... par Kagame, on va dire ça comme ça, par les hommes de Kagame, à Kigali. Vous vous retrouvez sur une liste où vous êtes montrés du doigt, vous et une vingtaine d'officiers – mais aussi des hommes politiques – comme complices du génocide, comme criminels de guerre. Qu'est-ce qu'on ressent quand on est accusé de crimes de guerre ou d'être un génocidaire ? Surtout pour un soldat chrétien comme vous ?

[51' 23'']

Didier Tauzin : [Rires]. C'est... Je... C'est assez horrible. C'est une révolte. C'est [une] révolte de tous les pores de la peau. C'est une révolte de... Une révolte, vraiment une révolte. Mais une révolte, pas contre Kagame : c'est une crapule, c'est un salopard. Je...

[51' 37'']

Eugène Krampon : Reçu à l'Elysée tout de même, mon général ?

[51' 39'']

Didier Tauzin : Reçu à l'Elysée !

[51' 41'']

Gérard Vaudan : Il a planté sa tente dans les jardins de l'Elysée, lui [sourire] ?

[51' 43'']

Didier Tauzin : Mais..., une révolte contre l'Elysée, justement. Contre nos gouvernants, à nous. Voilà. Qui ont laissé dire et écrire cela ! Et nous leur avons demandé expressément... Il y a eu une réunion à l'Elysée, en octobre 2008, pour demander à, donc...

[52' 03'']

Eugène Krampon : Qui vous a reçu ?

[52' 04'']

Didier Tauzin : Jean-David Levitte, le « sherpa ». Le conseiller diplomatique de Sarkozy. Nous avons demandé expressément... Donc, nous avons eu des promesses. Bien entendu, qui n'ont pas été suivies d'effet. Evidement ! Voilà.

[52' 16'']

Eugène Krampon : Qu'est-ce qu'il vous avait promis ?

[52' 17'']

Didier Tauzin : Eh bien, que le président de la République, Sarkozy, se..., comment dire, s'exprimerait avant le 8 novembre 2008 dans le sens que nous souhaitions. Ça n'a jamais été fait. Nous attendons toujours. Au contraire de cela, il a rétabli les relations diplomatiques que Kagame avait rompues, suite au rapport Bruguière. Et il est allé au Rwanda. Et il a reçu, en septembre 2011, Kagame à Paris.

[52' 42'']

Eugène Krampon : Ce qu'il faut dire, c'est que, dans les rapports qui sont faits au TPI, il n'y a pas un seul acte qui est reproché à l'armée française. C'est ça qui est incroyable !

[52' 50'']

Didier Tauzin : Non, rien. Rien. Absolument rien !

[52' 51'']

Eugène Krampon : Pourquoi vous avez tant attendu pour écrire ce livre ?

[52' 54'']

Didier Tauzin : Eh bien, parce qu'il faut... En toute chose, si vous voulez, il faut un élément déclencheur. Voilà. Moi, j'avais la conscience tranquille. Il y avait, bien sûr, des gens comme Patrick de Saint-Exupéry et d'autres...

[53' 05'']

Eugène Krampon : Du *Figaro* ? Ce n'est pas un journaliste de *L'Humanité* !

[53' 07'']

Didier Tauzin : Oui, mais enfin, il a quitté *Le Figaro* depuis pas mal de temps.

[53' 09'']

Gérard Vaudan : Ce n'est pas loin, Eugène [sourire]. *Le Figaro*, aujourd'hui, ce n'est plus celui de Jean-Claude Valla, mon petit Monsieur [rires] !

[53' 15'']

Eugène Krampon : Ah bon [sourire] ?

[53' 16'']

Didier Tauzin : Donc [sourire], il y avait bien des..., mais, si vous voulez, qui restait à [relative] basse intensité. Et ce rapport « Mucyo » allait vraiment très loin. Puisque nous étions susceptibles, selon ce rapport, d'être..., de faire l'objet de mandats d'arrêt internationaux. Le ministre..., le

ministère de la Défense nous avait dit, en quelque sorte, grosso modo : « Ne sortez pas de votre jardin. Là, ça ira. Si vous allez sur la plage en Espagne, vous risquez... ». C'était grotesque. Ça allait vraiment trop loin. Et puis, je ne pouvais pas – moi ! – accepter que mes petits-enfants, les enfants de France, apprennent que l'armée française s'était conduite comme les Waffen-SS et que la France s'était conduite comme l'Allemagne nazie. Ce n'était pas possible ! Donc, ça a été l'élément déclencheur, si vous voulez. Nous avons été deux à écrire : le général Lafourcade, un livre sur l'opération Turquoise. Et moi-même, sur la totalité de la période.

[54' 09'']

Wilsdorf : Pourtant, dans ce rapport « Mucyo », il y a des hommes politiques qui sont cités également ?

[54' 12'']

Didier Tauzin : Ils ne disent rien, eux.

[54' 13'']

Eugène Krampon : Il y a Juppé. Il y a Mitterrand...

[54' 16'']

Gérard Vaudan : Enfin, en même temps, Messieurs, ils ont quand même l'habitude d'être cités dans des rapports ! Et ils continuent de nous gouverner ! Je veux dire... Ça ne pose pas de problème ! Je me demande même s'il n'y aurait pas un lien, quand même : c'est-à-dire plus vous avez de citations, plus vous avez de chances d'y arriver. Non, Eugène ?

[54' 28'']

Eugène Krampon : Probablement, oui. Est-ce qu'il y a des affaires judiciaires en cours concernant..., vous concernant ?

[54' 33'']

Didier Tauzin : Oui, il y en a... deux.

[54' 35'']

Gérard Vaudan : Ah ! On va couper l'émission, alors. Je [rires]... On va s'arrêter-là ! On y va les gars ! Ce n'est pas bon là !

[54' 40'']

Didier Tauzin : [Rires]. Il y en a une contre Patrick de Saint-Exupéry, qui arrive à terme parce que nous attendons la décision finale pour le 21 mars. Voilà. Patrick de Saint-Exupéry... « Nous », c'est-à-dire une dizaine d'officiers ayant servi au Rwanda – membres, tous, de l'association France-Turquoise – l'avons tous attaqué individuellement pour diffamation suite à ses... à son livre..., *Complices de l'Inavouable*. L'inavouable étant la participation de la France et de l'armée française au génocide – au génocide ! –, donc conception, organisation, etc., et les complices étant sur la première de couverture, c'est-à-dire : François Mitterrand, le général Lafourcade, le général Tauzin, etc., etc.

[55' 26'']

Eugène Krampon : La classe.

[55' 26'']

Didier Tauzin : La classe. La grande classe, Saint-Exupéry. Et donc, nous sommes en procès contre lui pour diffamation. Alors, pour la petite histoire : en première instance, nous avons été déboutés. Pas de diffamation, cette couverture n'est pas diffamatoire. En deuxième instance... Parce que, nous, on a du souffle [sourire]. En deuxième instance : « Oui, il y a diffamation mais de bonne foi ». Alors, j'attends toujours qu'on m'explique ce qu'est une diffamation de bonne foi [rires].

[55' 55'']

Eugène Krampon : Total respect de la justice !

[55' 56'']

Gérard Vaudan : Ça me rappelle étrangement un « Responsable mais pas coupable » ou « Coupable mais pas responsable »...

[55' 59'']

Didier Tauzin : Mais, là, encore, « Responsable mais pas coupable », quand on étudie les mots, il y a quelque chose de vrai. Mais « diffamation de bonne foi », eh bien, là...

[56' 07'']

Wilsdorf : Il y a un problème, là.

[56' 08'']

Didier Tauzin : Il y a un problème. Donc, nous sommes allés en cassation. Qui nous a donné raison. Donc, nous sommes revenus..., donc, pour..., en appel, c'est ça. Et nous attendons, la..., maintenant...

[56' 18'']

Eugène Krampon : L'arrêt final.

[56' 19'']

Didier Tauzin : L'arrêt final.

[56' 20'']

Eugène Krampon : D'accord. Alors, dernière question avant la pause : est-ce que... Tout à l'heure vous avez évoqué, vous avez dit : « Je comprends mes aînés qui se sont engagés dans des aventures comme le putsch, etc. ». Moi, je connais la réponse que vous allez m'apporter mais je voudrais bien vous..., que vous le disiez à nos auditeurs : est-ce que, vous, vous reconnaissez dans la définition de Jean Larteguy comme un soldat perdu ?

[56' 40'']

Didier Tauzin : Non, non. Je ne me... Non. Je ne me sens pas du tout comme un soldat perdu. Un soldat trahi. C'est autre chose [silence puis rires].

[56' 51'']

Eugène Krampon : Bien. Nous allons faire une première pause musicale. Wilsdorf ?

[56' 54'']

Gérard Vaudan : Ça sera la seule, Eugène !

[56' 55'']

Wilsdorf : Oui, ça sera la seule.

[56' 55'']

Eugène Krampon : D'accord. Vous nous présentez la...

[56' 57'']

Wilsdorf : Eh bien, je crois qu'elle s'imposait tout naturellement. On va vous faire partager, à nos auditeurs, « La prière du para ». Une magnifique version chantée par les élèves-officiers de l'EMIA. Elle s'imposait ce soir [silence]. « La prière du para ».

[57' 12'']

[Pause musicale]

[01 h 00' 30'']

Eugène Krampon : Bien. Nous reprenons le cours de notre émission avec notre invité, le général Didier Tauzin. Nous allons parler un petit peu de..., on va continuer à vadrouiller sur les pistes africaines. Quelle différence vous faites, vous, entre la colonisation et le colonialisme ?

[01 h 00' 44'']

Didier Tauzin : [Sourire]. Bien ! Je dirais que le colonialisme – comme, d'ailleurs, son nom l'indique – est une idéologie tendant à justifier l'action de..., l'action coloniale, l'entreprise coloniale alors que la colonisation, en fait, c'est l'action de terrain, des hommes de terrain qui ont colonisé l'Afrique. C'est-à-dire qui l'ont pacifié, qui ont construit des routes, des ports, des aéroports, qui ont semé, irrigué, asséché les marais, etc., qui ont soigné. Voilà. Voilà, la grosse différence. Donc, le colonialisme est [une] idéologie [qui] est née, si vous voulez... Je dirais que les principaux partisans du colonialisme... J'ai noté leurs phrases, si vous voulez, c'est qu'[elles] sont très intéressantes, pour moi. Je note que Léon Blum, en 1925, je vais le lire carrément, disait : « Nous admettons le droit et même le devoir – écoutez-bien, c'est magnifique – des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie ». Et quelque temps après, Albert [Bayet], président de la Ligue des droits de l'homme...

[01 h 02' 05'']

Eugène Krampon : Franc-maçon.

[01 h 02' 07'']

Didier Tauzin : 31. En 31, disait : « La colonisation est légitime quand le peuple qui colonise apporte avec lui un trésor d'idées et de sentiments qui enrichira d'autres peuples. La France moderne, fille de la Renaissance, héritière du XVIII^{ème} siècle et de la Révolution, représente dans le monde un idéal qui a sa valeur propre. Et qu'elle peut et doit répandre dans l'univers. Elle a la mission – mission ! – de répandre où elle peut les idées qui ont fait sa grandeur. Faire connaître aux peuples les droits de l'homme, ce n'est pas une besogne d'impérialisme, c'est une tâche de fraternité ». Fermez le ban, comme on dit dans l'armée.

[01 h 02' 48'']

Wilsdorf : Tout est dit, là.

[01 h 02' 49'']

Didier Tauzin : Vous avez là-dedans des choses énormes ! Enormes ! « Races supérieures ». Qui employait ça, à côté ? Eh bien, Hitler. Bien sûr, ça vient de Gobineau, Français. Mais, en fait, c'est Hitler qui a mis ça en œuvre dans son idéologie nationale socialiste. Et puis, nos Français là, Léon Blum, lui, il parlait de « races supérieures » ! La race blanche étant... Donc, Léon Blum, aujourd'hui, serait facilement – très facilement ! –, ...

[01 h 03' 20'']

Gérard Vaudan : [Inaudible]. Bon. Ça serait chaud, quand même, pour Léon Blum.

[01 h 03' 22'']

Eugène Krampon : Je pense que la Licra lui refuserait l'adhésion [rires].

[01 h 03' 24'']

Didier Tauzin : Bien ! Quant à l'autre, le..., Albert [Bayet], là... « La France a la mission ». Attendez, mais... Moi, je suis officier : une mission, on la reçoit. La France d'autrefois, fille aînée de l'Eglise, on peut concevoir qu'elle recevait une mission de Dieu ou du Saint-Père. Mais la France, fille de la Révolution, des Lumières, etc. Donc, la France laïque, laïciste...

[01 h 03' 51'']

Wilsdorf : On est purement dans la mystique laïque, là.

[01 h 03' 52'']

Didier Tauzin : Mais on est purement dans la mystique laïque. De qui a-t-elle reçu cette mission ? Vous voyez ?

[01 h 03' 58'']

Eugène Krampon : Peut-être la Grande Loge, rue Cadet [rires] ?

[01 h 03' 59'']

Didier Tauzin : Peut-être, c'est possible [rires]. Je n'en sais rien. Voilà. Et il ne l'a pas dit, en tout cas. Et c'est dommage qu'il ne l'ait pas précisé. C'est dommage qu'il ne l'ait pas précisé. Mais, vous voyez, voilà où est le colonialisme. Et dans le colonialisme, il y a donc l'idée de race supérieure. Il y a l'idée de mission de transformer l'homme africain !

[01 h 04' 22'']

Wilsdorf : Pourtant, dans cette distinction que vous faites, très justement, entre colonialisme et colonisation...

[01 h 04' 26'']

Didier Tauzin : Je n'ai pas parlé de colonisation encore.

[01 h 04' 27'']

Wilsdorf : Oui, enfin. On peut y venir mais... Oui, donc, très bien [rires]. Donc, on va y revenir !

[01 h 04' 30'']

Gérard Vaudan : Et pan ! 2-0 pour le général. "Double U" [sourire] !

[01 h 04' 34'']

Didier Tauzin : [Inaudible]... déjà. Non, mais... Donc, quant à la colonisation de terrain, c'est autre chose. Ce sont..., c'est l'action des hommes [concrète] sur le terrain. Les administrateurs, les militaires, les médecins, les enseignants, etc. Et, donc, ces gens-là, très souvent, ne s'embarrassaient pas – du tout ! – de l'idéologie. Et le..., celui qui représente le mieux, qui a poussé à sa perfection, à sa plus grande perfection – ce n'est jamais la perfection –, cet..., comment dire, ce qui présidait à la colonisation de terrain, c'est-à-dire le respect des réalités, le respect des hommes, c'est Lyautey. Le maréchal Lyautey qui, lui, écrivait très sobrement : l'Afrique... « Les Africains ne sont pas inférieurs, ils sont autres ». Et c'est ça...

[01 h 05' 21'']

Wilsdorf : C'est le différentialisme, le respect des cultures.

[01 h 05' 23'']

Didier Tauzin : C'est le respect de l'homme. Et il a appliqué ça partout où il est passé, notamment au Tonkin, à Madagascar, et surtout au Maroc ! Et beaucoup de Marocains... Dans mon enfance... J'ai passé une partie de mon enfance au Maroc. Dans mon enfance..., beaucoup... – encore, il y en a certainement encore maintenant... –, beaucoup de Marocains considèrent le maréchal Lyautey comme le père du Maroc moderne.

[01 h 05' 42'']

Wilsdorf : Il est intéressant, justement, de se rendre compte que Lyautey, après une période de disette, revient, justement, sur le devant de la scène en quelque sorte. Et qu'on le cite de plus en plus en référence comme un modèle. Il est même « enseigné », entre guillemets, dans les écoles militaires. Enfin, il fait fréquemment... Il est fréquemment cité comme un exemple, comme une conduite à tenir ou comme un respect, justement, de cette civilisation.

[01 h 06' 08'']

Didier Tauzin : Oui, c'est vrai. C'est vrai. Et à ma connaissance, son dernier retour à la mode, si je peux dire, date d'Afghanistan. Il est le fait des Américains – à ma connaissance – qui se sont beaucoup référés à lui pour leur action, là-bas. Ils se sont..., d'ailleurs, ils se sont assez largement plantés parce qu'ils n'ont pas la culture... Ce n'est pas la même culture. Lyautey est un Français ! Là, il ne faut pas se tromper : un Français, ce n'est pas un Américain. Ce n'est pas la même chose. Donc, ils ont... Mais, ce qui est intéressant, c'est qu'ils se sont référés à lui. Ils l'ont considéré comme l'expert, si vous voulez, en matière de pacification. Mais au sens fort et réel du terme.

[01 h 06' 48'']

Wilsdorf : Alors, justement, ayant développé votre point de vue par rapport à la colonisation, on enseigne aujourd'hui – ou on laisse percevoir – qu'en fait, la colonisation n'est ni plus ni moins que le bras armé de l'idéologie colonialiste.

[01 h 07' 01'']

Didier Tauzin : Mais, dans les faits, si vous voulez, évidemment ! Que les gens qui étaient envoyés là-bas étaient – bien sûr, les acteurs de terrain – envoyés par les idéologues. Mais, sur le terrain, ils n'étaient pas..., eux-mêmes idéologues !

[01 h 07' 16'']

Wilsdorf : Ils étaient confrontés à la réalité, oui.

[01 h 07' 17'']

Didier Tauzin : Ils étaient... Oui. Et surtout, l'homme de terrain n'est pas un homme d'idéologie, l'homme de terrain ! Il a les pieds sur terre, il voit les gens en face ! Il sait très bien que la couleur de sang, c'est la même. Il sait très bien que ce sont des hommes et des femmes, etc. Ce sont... Il y avait les missionnaires, aussi. Il ne faut pas les oublier, ces gens-là. Ils ont fait un travail fantastique en Afrique ! Et, donc, l'homme de terrain, en général, n'est pas un idéologue. Encore une fois, il y a eu des exactions pendant la..., sur le terrain. C'est évident ! C'est normal : il n'y a pas d'œuvre humaine sans exaction. Mais je me souviens d'Houphouët-Boigny – encore une fois –, que j'ai connu... Il avait... Il aurait pu être mon grand-père et il me parlait – quand j'étais son garde du corps, là-bas – un petit peu comme si j'étais son petit-fils, d'ailleurs : très simplement, très gentiment, vraiment très sympa. Et il me disait : « Mais, lieutenant, nous, Africains [silence] – ah !, ça, je m'en souviens comme si c'était hier – nous devrions bénir la colonisation jusqu'à la fin des temps. Parce que si vous n'étiez pas venus, eh bien, nous continuerions de nous faire la guerre entre deux villages distants de 15 kilomètres, à nous manger les uns les autres et à nous vendre aux négriers ! Et à nous vendre, entre nous, aux négriers ! ». Parce qu'on agonise l'Occident, et la France en particulier, d'injures à propos de la traite négrière, qui est quelque chose d'horrible. Alors, là, il ne faut pas dire le contraire ! Pas moi, du moins. La traite des esclaves, c'est quelque chose d'horrible. Donc, là, je crois, il est juste de se repentir. Mais nous ne sommes pas les seuls et de très loin ! Ça ne diminue pas notre faute. Mais il ne faut pas prendre les fautes des autres sur nous. Certainement pas. D'abord, les Africains, eux-mêmes, se vendaient entre eux. Et aujourd'hui, je travaille au Sénégal dans le cadre d'une association, que j'ai créée. Et l'un de nos partenaires, un Diola de Casamance, nous racontait récemment que, dans son enfance – il a 50 ans, donc il est tout jeune –, dans son enfance..., la traite des Noirs était terminée depuis fort longtemps [sourire]. Dans son enfance, encore, pour lui faire peur, au lieu de lui parler du loup – comme on le faisait à nous dans notre enfance –, là-bas on lui disait : « Ne va pas là-bas, parce que tu vas trouver le gars de l'autre ethnie qui va te vendre aux négriers ». Le gars de l'autre ethnie !

Ils se vendaient entre eux ! Et puis on ne parle jamais, non plus, de l'esclavage par les musulmans ! Qui a duré beaucoup plus longtemps et qui, à ma connaissance, a déjà repris dans certaines régions.

[01 h 09' 39'']

Eugène Krampon : Oui, dans la région de Zanzibar. Ça n'a jamais cessé.

[01 h 09' 42'']

Didier Tauzin : Et au Soudan, il semblerait que... Je n'ai pas de certitude.

[01 h 09' 46'']

Eugène Krampon : Est-ce que cette idéologie victimaire, ça rend service aux Africains ?

[01 h 09' 49'']

Didier Tauzin : Absolument pas ! Absolument pas. Ils s'en servent, bien sûr, parce que c'est évident, c'est normal. Je les comprends. Mais ça les dessert complètement et surtout, ça dessert nos relations avec eux. On est en train, avec cette idéologie..., qui à mon sens n'a pas d'autre but que de détruire, n'a pas d'autre but que de détruire nos relations avec les Africains, qui étaient très bonnes. Et l'opération au Mali l'a encore montré ! Quand on voit des Africains accueillir les troupes françaises avec des boubous tricolores – aux couleurs françaises ! –, eh bien, écoutez, ça saute aux yeux quand on voit l'accueil. Même Laurent Fabius en avait les larmes à l'œil. Même lui, vous imaginez ! De l'accueil qu'il a reçu là-bas. Donc, nous avons d'excellentes..., et nous avons toujours d'excellents rapports avec les Africains. Il suffit de peu de choses.

[01 h 10' 38'']

Wilsdorf : Justement, vous citiez une certaine nostalgie de cette France de l'Empire, tel qu'on le... L'AOF, l'AEF, tous ces gens qui...

[01 h 10' 46'']

Didier Tauzin : Je disais tout à l'heure qu'il ne faut pas salir tous les journalistes. Je suis très reconnaissant à *Valeurs actuelles* et à Denis Tillinac, à *Valeurs actuelles*, d'avoir écrit une page, et intitulée : « L'Afrique a besoin de la France » [silence]. Et c'est vrai. Et j'inverserais aussi : la France a besoin de l'Afrique.

[01 h 11' 09'']

Gérard Vaudan : Vous pensez ? A quel niveau ? Ça m'interpelle ? Parce que, moi, je..., franchement, je tique et je suis sceptique, je suis... Voilà. Expliquez-moi pourquoi !

[01 h 11' 21'']

Didier Tauzin : [Rires]. La France a besoin de l'Afrique parce que la France est un pays du grand large, quoi qu'on en dise. Ce n'est pas uniquement un pays continental. Elle a un tropisme, une tendance continentale : c'est du côté de l'Allemagne, de la Russie, etc. Et elle est aussi tentée par le grand large : elle a quand même beaucoup de côtes. Et puis c'est un pays qui a une..., comment dire, dans sa culture ou dans son tempérament... Moi, je crois fortement à la vocation des nations. Autant qu'à la vocation des personnes. Je rappelle quand même que je suis chrétien. Vocation, ça vient de *vocare*, c'est un appel de Dieu. Donc, la vocation. Chaque nation, je crois, a une vocation. Et la France

a une vocation. Alors de... Bien des gens l'ont dit, à travers l'histoire. Et pas uniquement des Papes. Il y a aussi Lénine ou Staline – je ne me souviens plus – qui disait que : « L'Empire du monde passe par Paris ». Il fallait conquérir Paris. Voilà. D'autres le pensent aussi. Je pense que les islamistes le pensent d'ailleurs, aujourd'hui. J'en suis persuadé. Donc la France a, comment dire, elle a dans son tempérament, dans sa vocation, un besoin de rayonner. Un besoin... Certains disent du messianisme. Jean-Paul II disait : « éducatrice des peuples ». Moi, j'aime beaucoup cette expression : « une éducatrice des peuples ». Et donc..., et puis ensuite, elle a quelque chose, si vous voulez, du Bon Samaritain, la France. Eh..., oui, oui.

[01 h 12' 44'']

Eugène Krampon : Est-ce que vous pensez qu'elle a encore les moyens d'être Bon Samaritain, la France ?

[01 h 12' 47'']

Didier Tauzin : Je crois.

[01 h 12' 48'']

Eugène Krampon : Mais, est-ce que vous ne pensez pas que ça rendrait service à l'Afrique si l'homme blanc quittait définitivement ce territoire ?

[01 h 12' 53'']

Didier Tauzin : Je suis persuadé que non. Je suis persuadé... Non [sourire], je suis persuadé que non. Parce que, qu'on le veuille ou non, qu'on soit content de ce qui se passe aujourd'hui, de toute façon, la mondialisation est un fait. C'est un fait ! De toute façon aussi, il y a des Africains chez nous qui y resteront. Et c'est comme ça. Point. Et...

[01 h 13' 13'']

Eugène Krampon : Vous n'en savez rien.

[01 h 13' 13'']

Didier Tauzin : Comment ?

[01 h 13' 14'']

Eugène Krampon : Comme moi, vous n'en savez rien.

[01 h 13' 15'']

Didier Tauzin : Je le pense très sincèrement qu'ils y resteront. Il y a...

[01 h 13' 18'']

Eugène Krampon : Moi, je pense que quand nous arriverons, ils partiront [rires]. C'est un autre débat.

[01 h 13' 24'']

Didier Tauzin : [Rires]. Quand vous arriverez en Afrique [rires] ?

[01 h 13' 27'']

Eugène Krampon : Au pouvoir ! C'est un autre sujet.

[01 h 13' 30'']

Didier Tauzin : [Rires]. Ça, c'est un autre sujet. Ça, c'est un autre sujet. Quant à moi, je suis..., je n'ai pas du tout... Je ne suis pas de ceux qui veulent les mettre à la porte. C'est très clair, ça.

[01 h 13' 38'']

Eugène Krampon : Oui. C'est votre option.

[01 h 13' 39'']

Didier Tauzin : [Rires]. Je ne suis pas de ceux qui veulent les mettre à la porte. Pour diverses raisons : d'abord, [ce sont] nous qui les avons fait entrer [silence].

[01 h 13' 51'']

Eugène Krampon : Ce n'est pas nous.

[01 h 13' 53'']

Didier Tauzin : Pas vous personnellement, mon cher Eugène [sourire].

[01 h 13' 55'']

Eugène Krampon : C'est le grand patronat..., c'est le patronat qui les a fait venir. Et puis [ce sont] les politiques qui les ont installés !

[01 h 13' 58'']

Didier Tauzin : Ce sont des hommes et des femmes comme les autres. Et ce n'est pas une raison – pas maintenant – pour qu'ils soient victimes. Ça, c'est... Ah, ça ! Mais oui, d'accord. Mais ça, c'est l'officier chrétien qui vous parle.

[01 h 14' 08'']

Gérard Vaudan : Oui, oui. Non, non. Mais on entend bien, ça. Après effectivement...

[01 h 14' 10'']

Didier Tauzin : Vous pouvez penser ce que vous voulez, mais là, c'est le chrétien qui vous parle. Ce n'est pas une raison pour que, eux, soient victimes. Voilà.

[01 h 14' 17'']

Gérard Vaudan : Enfin, je pense qu'aujourd'hui, il y a beaucoup de Français qui sont quand même, aujourd'hui, victimes de ce qui se passe...

[01 h 14' 22'']

Didier Tauzin : Attendez. Que les Français soient victimes, je le vois tous les jours. Et ce que je redoute, moi, de..., pour l'avenir, plus ou moins proche, en France, je le dis carrément – je l'ai lu récemment sous la plume d'Yvan Rioufol –, c'est la guerre civile ! Je le redoute, vraiment ! Mais, pourquoi ? Parce que nous aurons été montés les uns contre les autres. Parce que l'affaire aura été très mal gérée ! Parce qu'on est en train d'appauvrir les Français et d'agonir les.... Enfin, d'humilier les Français de souche – les « souchiens », comme disent certaines [personnes]. C'est ignoble cette expression. On est en train de les humilier : c'est un racisme anti-blanc qui se développe. Un racisme, ce n'est pas du racisme... C'est une lutte contre la France profonde, entre la France...

[01 h 15' 08'']

Gérard Vaudan : C'est peut-être aussi un désir de vengeance, c'est...

[01 h 15' 11'']

Didier Tauzin : De la part de qui ? Pas de ces gens-là.

[01 h 15' 13'']

Gérard Vaudan : Eh bien, d'un certain nombre de gens qui, en tous les cas... On parlait tout à l'heure de colonialisme...

[01 h 15' 17'']

Didier Tauzin : Non, c'est une affaire franco-française, mon cher Monsieur. C'est une affaire franco-française. Moi, je suis persuadé que les principaux ennemis de la France sont en France : et ce sont des Français, des « souchiens ».

[01 h 15' 27'']

Gérard Vaudan : Alors, oui, effectivement, il y a, en tous les cas, un certain nombre de gens qui, de toute façon, qui manigancent, qui aiment à diviser également...

[01 h 15' 37'']

Didier Tauzin : Je vais vous donner une expérience. Dans ma dernière année de vie professionnelle, je n'étais plus dans l'armée. J'avais – à la demande de Michèle Alliot-Marie – créé l'établissement public d'insertion de la Défense. Un organisme d'insertion des jeunes, en particulier des banlieues. C'est-à-dire que nos recrues, c'était des..., les plus mal lotis ! Les plus mal lotis, pour des raisons x et y. C'est : « Je n'ai pas de papa, je n'ai pas de maman. Je ne sais pas parler, je ne sais pas écrire. J'ai [inaudible] de copains, je [inaudible] la copine ». Voilà. « Je n'ai pas de métier ». C'était ça. C'était ça, c'est-à-dire des pré-délinquants, voire des petits délinquants. Donc, j'ai créé ça à la demande de Michèle Alliot-Marie. Je suis parti très rapidement pour d'autres raisons. Et ces jeunes qui, donc, étaient en grande majorité blacks et beurs, n'est-ce pas. Pas tous ! Pas tous. J'ai constaté très vite que ce dont ils avaient envie, besoin, ce dont ils avaient soif, c'était d'être Français. Et j'ai une anecdote tout à fait particulière à vous rapporter. Nous incorporons un jour trois jeunes beurettes. Et il s'avère au bout de trois..., d'une semaine, qu'elles étaient [sourire] d'un niveau trop élevé pour nous. Elles n'avaient pas leur place chez nous parce qu'elles n'étaient pas suffisamment déshéritées, comme on dit. Donc, nous leur disons : « Mesdemoiselles, eh bien, il faut partir. Il faut laisser la place à d'autres ». Elles vont..., elles râlent un peu puis elles vont rendre leur paquetage. Elles reprennent leurs vêtements civils puis elles s'en vont. Elles traversent toutes les trois, ensemble, la cour. Et puis, on les voit, de loin, s'arrêter au pied du mât des couleurs. De loin, à 50 mètres. Elles s'arrêtent toutes

les trois au pied du mât des couleurs. Elles se mettent au garde-à-vous et elles chantent « La Marseillaise » [silence]. Elles n'étaient pas obligées de faire ça. N'est-ce-pas ?

[01 h 17' 26'']

Gérard Vaudan : Non, elles...

[01 h 17' 26'']

Didier Tauzin : Vous en concluez ce que vous voulez. Avec ce fait là, plus d'autres faits, moi, ça me fait dire que ces jeunes-là, ils ont envie d'être Français. Et en fait, l'EPID – l'établissement public d'insertion de la Défense –, qui était fait pour les aider, eux, au lieu d'être développé à 30 ou 40 000 comme c'était l'idée initiale, est resté à 3 000. Il y a mieux à faire quand même. C'est une catastrophe. Une catastrophe pour l'avenir, ça. De même, dans une classe, l'une de ces jeunes..., là elle était plutôt noire... Peu importe.

[01 h 18' 02'']

Eugène Krampon : De couleur, mon général.

[01 h 18' 03'']

Didier Tauzin : De couleur. Oui. Elle me dit, quand je sors. J'étais en uniforme. Elle me dit : « Mon général, est-ce que je peux vous serrer la main ? » [Rires]. Vous voyez. Donc...

[01 h 18' 15'']

Eugène Krampon : Néanmoins, vous concevez qu'il peut y avoir, quand même, un problème d'immigration en France ?

[01 h 18' 19'']

Didier Tauzin : Mais non seulement je le conçois, je constate, j'affirme, je dis qu'il y a un problème d'immigration. Il est évident qu'il faudrait aujourd'hui stopper l'immigration ! Totalemment, définitivement. Voilà. Mais je maintiens que ces gens-là sont assimilables s'ils le veulent ! Et si nous faisons aussi ce qu'il faut.

[01 h 18' 37'']

Eugène Krampon : Vous pensez que l'intégration, l'assimilation, c'est encore un mythe porteur ?

[01 h 18' 40'']

Didier Tauzin : Ce n'est pas un mythe. Ce peut-être une réalité. Mais s'ils le veulent ! Je note, par exemple, une expression de Monseigneur Barbarin, à qui on demande : « Est-ce que les musulmans sont assimilables à la République ? ». Il répond : « Oui, s'ils le veulent ». C'est une affaire, en fait, de volonté. Parce que le véritable problème que rencontre, selon moi, l'immense majorité des musulmans, c'est que nous sommes une République athée, qui séparons le spirituel du temporel. Ce qui est inconcevable pour un musulman ! C'est le [inaudible].

[01 h 19' 15'']

Wilsdorf : Mais est-ce que vous ne pensez pas aussi que c'est dramatique qu'un cardinal de l'épiscopat français puisse se référer à une intégration à la République ? Ça aussi, c'est un problème.

[01 h 19' 20'']

Didier Tauzin : Pourquoi ?

[01 h 19' 21'']

Wilsdorf : Eh bien, parce que l'Eglise, c'est l'Eglise et que la République, c'est la République. Et on sait quel rapport on peut entretenir avec. Moi, j'ai du mal à imaginer qu'un cardinal, un catholique français, puisse encore trouver des valeurs et partager des valeurs au sein de...

[01 h 19' 31'']

Didier Tauzin : Mais pourquoi ? Non, moi... Non. Moi, je... Non, moi, ça ne me heurte pas du tout [sourire]. Non, pas du tout. Je ne dis pas qu'il est républicain, qu'il est royaliste. Ce n'est pas mon problème, ça !

[01 h 19' 39'']

Wilsdorf : Non, ce n'est pas ça. C'est que, lui, à son niveau, il ne peut pas troquer le Nouveau Testament avec le Code civil, je veux dire. Ce n'est pas concevable !

[01 h 19' 43'']

Didier Tauzin : Mais il ne s'agit pas de troquer le...

[01 h 19' 44'']

Wilsdorf : Quelque part, si !

[01 h 19' 45'']

Didier Tauzin : Non. Non, non, non. Non, je ne crois pas. Non, non. Je ne crois pas. L'Eglise a toujours été, comment dire... Sans être du monde, elle est dans le monde. Et elle a pour mission... Pas pour mission. Jésus nous dit, dans l'Evangile, sans nous laisser le choix : « Vous êtes la lumière du monde ! ». Donc, c'est dans le monde concret où nous sommes, que nous sommes la lumière du monde ! Que nous sommes témoins, dit le Christ. Et dans le monde concret, on n'est pas, là, en l'an 1000 ou 1500. On est en 2013, en France, République athée. Et... Enfin, athée. Laïciste, bon. C'est la même chose, d'accord. Et quand Monseigneur Barbarin dit ça, il dit : « Oui, s'ils le veulent ». Eh oui, s'ils le veulent !

[01 h 20' 28'']

Wilsdorf : Moi, j'ai plutôt l'impression qu'il a fait sien cette notion du culte dans le domaine privé et de la foi. Donc, voilà !

[01 h 20' 34'']

Didier Tauzin : Non, je ne le pense pas !

[01 h 20' 36'']

Wilsdorf : Et ça, pour le coup, c'est dommageable.

[01 h 20' 38'']

Didier Tauzin : Oui. Mais, je... Non... Mais..., non, non. Je ne crois pas. Mais, vous savez, il faut avoir, dans toutes les circonstances, une prudence. J'entends une prudence, non pas au sens : faire attention à ne pas se faire mal, etc. Mais une prudence dans l'action. Avancer de telle manière à faire vraiment progresser son idée, si je peux dire. En l'occurrence, pour lui, la parole de Dieu. Sans faire trop de dégâts, sans créer trop de tension. Parce que c'est très important, tout ça. Vous savez, la situation en France des chrétiens est telle que, là aussi, ça peut dérapier...

[01 h 21' 13'']

Wilsdorf : Absolument.

[01 h 21' 14'']

Didier Tauzin : On peut avoir, très rapidement, non pas des persécutions sanglantes. Quoi que ? On n'en sait rien. Mais on peut avoir des affaires de fiches...

[01 h 21' 21'']

Gérard Vaudan : Ah ! Une petite Saint-Barthélemy, mon général ! Quand même !

[01 h 21' 23'']

Didier Tauzin : Des affaires de fiches, des choses comme ça ! En France. C'est évident. Ça peut aller loin. Ce n'est pas la peine de provoquer ces choses-là. Donc, c'est en cela que j'entends la prudence. Ça peut-être... On peut être très prudent tout en étant très offensif, très [inaudible].

[01 h 21' 38'']

Wilsdorf : Vous ne pensez pas que cette volonté permanente d'assimilation des uns et des autres, elle se fait quand même à la défaveur d'une véritable identité et que, aujourd'hui, cette espèce de melting-pot, cette volonté permanente de nouer les mérites de la mixité et autres, elle ne se fait pas, malheureusement, eh bien...

[01 h 21' 58'']

Gérard Vaudan : Excusez-moi, mais je vous coupe mon cher Wilsdorf. Mais c'est surtout : est-ce qu'on a demandé son avis au petit peuple ? Parce que, foncièrement, je n'ai pas envie qu'on assimile des gens... C'est quand même ça l'idée !

[01 h 22' 07'']

Wilsdorf : Oui, oui. Ce sont les mêmes tendances que vous citiez tout à l'heure – les Blum et [Bayet] – qui, aujourd'hui... Et quand je vois..., quelque part, quand je vous entends citer Barbarin, je me dis que, quelque part, un cardinal de... – et c'est pour ça, cette flamme dont vous parlez et qui est en train de s'éteindre petit à petit –, cautionne cet état de fait et je trouve ça dangereux ! Et c'est ce qui est important aujourd'hui, c'est la défense des cultures et des identités, dans le respect de chacun. Et ça, c'est important. Et je crois que vous en êtes la meilleure preuve et vous le dites vous-mêmes. Et c'est

ça aussi que vous transmettez à travers votre amour de l'Afrique. Et que nous aussi, aujourd'hui, on a aussi ça à faire valoir. Plutôt que cette logique... La France est diverse, soit.

[01 h 22' 38'']

Didier Tausin : Je suis radicalement opposé au..., comment dire..., à l'indifférenciation des cultures. C'est-à-dire au... Vous savez...

[01 h 22' 45'']

Gérard Vaudan : A l'uniformisation.

[01 h 22' 46'']

Didier Tausin : A l'uniformisation.

[01 h 22' 46'']

Gérard Vaudan : Voilà.

[01 h 22' 47'']

Wilsdorf : Pourtant, c'est un..., c'est l'une des conséquences de la mondialisation.

[01 h 22' 49'']

Didier Tausin : Oui, mais attendez. La mondialisation, vous avez deux choses dans la mondialisation. Vous avez tout d'abord un fait, un phénomène de mondialisation qui est dû à Internet, qui est dû aux facilités de transport, qui est dû, bon, à des quantités de choses : le commerce...

[01 h 23' 03'']

Gérard Vaudan : Au progrès, en général. Surtout technique.

[01 h 23' 05'']

Didier Tausin : Au progrès, en général. Ça, c'est un fait qui ne peut que, comment dire, que favoriser ce qui se passe : c'est-à-dire les déplacements massifs – massifs –, les déplacements de peuples, de peuples entiers ! Les déplacements de populations. Les échanges, etc. Ça, c'est un fait. Vous avez ensuite la mondialisation idéologique.

[01 h 23' 22'']

Eugène Krampon : C'est le mondialisme, ça.

[01 h 23' 23'']

Didier Tausin : Le mondialisme ! Le mondialisme. Là, c'est autre chose. Et ça, c'est pervers ! Mais l'autre, c'est un phénomène.

[01 h 23' 30'']

Gérard Vaudan : C'est la même différence qu'entre le colonialisme et la colonisation, finalement ?

[01 h 23' 33']

Didier Tauzin : Je crois que ça rejoint le colonialisme et la colonisation. Et voilà. Je crois que ça rejoint le colonialisme.

[01 h 23' 38'']

Eugène Krampon : Je vais vous poser une question à laquelle je voudrais...

[01 h 23' 39'']

Didier Tauzin : Je n'ai pas terminé, là. Je n'ai pas terminé.

[01 h 23' 40'']

Eugène Krampon : D'accord.

[01 h 23' 41'']

Gérard Vaudan : Eugène, vous reviendrez après. Merci. Il me l'a énervé...

[01 h 23' 43'']

Gérard Vaudan : Il vous a énervé, là [rires] !

[01 h 23' 46'']

Didier Tauzin : Il ne m'a pas énervé, pas du tout [sourire].

[01 h 23' 48'']

Gérard Vaudan : Mais quand même [sourire] !

[01 h 23' 49'']

Didier Tauzin : Oui, mais quand même [sourire].

[01 h 23' 50'']

Wilsdorf : Venez me voir dans mon bureau [sourire]. Vous m'en ferez 40 sur le bout des doigts !

[01 h 23' 56'']

Didier Tauzin : [Rires]. Oui. Je ne suis pas du tout favorable à ce qu'on éradique les identités. C'est sans doute ce qu'il y aurait de plus dommageable pour un peuple, que de vouloir éradiquer son identité, la pervertir. Et c'est sans doute facteur de guerre. Alors que, comment dire, cultiver l'identité, sans imperméabilité à l'égard des autres. C'est-à-dire, il faut rester ouvert à l'autre. C'est très important, ça, l'ouverture. Donc, rester ouvert à l'autre. On n'a pas cessé, d'ailleurs, d'être ouvert à l'autre dans notre histoire de France. Plus ou moins selon les époques, mais on l'a toujours été ! On l'a toujours été ! Plus ou moins, c'est vrai. Mais, jusqu'à aujourd'hui, on a toujours cultivé notre identité. On a assimilé cela et on l'a fait nôtre. On l'a fait nôtre, à nous ! C'est devenu à nous. Bien. Ça, c'est superbe. Mais à partir du moment où on viole l'identité de la France comme ça se fait en ce moment,

alors là, je suis..., je me fâche. Là, je suis radicalement opposé. Autant je considère, très honnêtement, que le Français – vous, peut-être, je ne sais pas, je ne vous connais pas suffisamment –, mais le Français, la couleur de peau, il s'en fout. Moi, je m'en fiche ! Comme de l'an 40. Je peux vous dire que j'ai commandé beaucoup d'Africains, eh bien, je les ai aimés passionnément mes Africains. Vous me direz : « Chez eux ! ». Ouais, mais chez moi aussi je les ai aimés passionnément.

[01 h 25' 26'']

Eugène Krampon : Pourtant, quand on a 10 millions de races étrangères sur un sol français, est-ce que la France, ça sera toujours la France à l'avenir ?

[01 h 25' 32'']

Didier Tauzin : Je reste persuadé que ce n'est pas une affaire de couleur de peau. C'est une affaire... Il faut aller beaucoup plus loin. Bon. Ce n'est même pas l'affaire uniquement de modes de gouvernement, de régimes. Ce n'est pas l'affaire de la République. S'il y a quelque chose dont je suis persuadé, c'est que l'identité de la France elle est d'abord chrétienne. La France, elle est sortie d'une matrice, celle de l'Eglise catholique. Qu'on le veuille ou non ! C'est un fait. Dire le contraire, c'est mentir ! Et c'est mentir à soi-même, c'est mentir à l'histoire, c'est mentir aux Français. Donc, si j'ai un message à passer ce soir, c'est plutôt aux chrétiens : vous êtes responsables de la France. Nous, chrétiens, nous sommes responsables de la France. Parce que ce sont nos ancêtres chrétiens qui ont fait la France ! Ce sont eux qui l'ont fait. Eh bien, nous, chrétiens, aujourd'hui, nous avons à redevenir chrétiens pour la France. Mais ça veut dire quoi redevenir chrétiens ? Eh bien, il n'y a qu'à lire l'Evangile : « Revenez à Dieu de tout votre cœur ». Point. Soyez chrétiens jusqu'au bout des ongles. Soyez vraiment chrétiens. Et vous verrez – et nous verrons, nous verrons – que ces gens-là, ils vont changer d'attitude. Le jour où nous serons vraiment redevenus chrétiens. Nous ne le sommes plus ! Nous avons abandonné ce qui fait le fin fond de l'identité de la France et de l'Europe ! Et de l'Europe ! C'est ça le fond de l'identité européenne : le christianisme. Il faut y revenir ! Du moins, ceux qui sont croyants. Ceux qui ne sont pas croyants ? Eh bien, ils n'ont qu'à croire [sourire].

[01 h 27' 04'']

Wilsdorf : Alors, justement, vous vous définissiez, fort justement, en tant qu'officier français et chrétien. Et quand on a un parcours comme le vôtre, avec les expériences du vécu, avec les..., ce que vous avez pu voir – et notamment au Rwanda –, à l'épreuve de votre foi, justement, quelle image et... Enfin, vous venez un petit peu de résumer et de répondre à la question. Quel espoir vous avez encore dans le genre humain par rapport à tout ça ?

[01 h 27' 26'']

Didier Tauzin : Ah !

[01 h 27' 28'']

Wilsdorf : On pourrait aussi être complètement... Et après, je voudrais aussi... Après, on parlera aussi un petit peu de vos actions et de tout ce que vous avez développé.

[01 h 27' 36'']

Didier Tauzin : Je ne sais pas si je vous l'ai dit mais je me suis converti en 1975. Je n'étais pas chrétien. Une fraction de seconde après j'étais chrétien, devenu chrétien. Ça s'est passé comme ça. Je ne vous dis pas ce qui s'est passé, ça ne concerne pas que moi. Mais ça s'est passé comme ça. Je n'étais pas... et une fraction de seconde après, j'étais devenu chrétien. Ça, j'avais 25 ans. Et à partir de

là, si vous voulez... Ça a complètement transformé ma vie. Je n'ai pas pu ! C'était impossible pour moi de vivre mon métier, mon..., ma vie de..., familiale, etc., comme si je n'étais pas chrétien ! C'est-à-dire que, maintenant, si on me demande de me « définir », entre guillemets – c'est difficile de définir un homme [sourire] –, mais je dis que je suis indissolublement, je ne sais pas faire le partage, je suis indissolublement chrétien, français, soldat. C'est ça mon identité.

[01 h 28' 39'']

Gérard Vaudan : Si vous ne savez pas faire le partage et que vous êtes chrétien [rires].

[01 h 28' 42'']

Eugène Krampon : Mon général, une dernière question.

[01 h 28' 47'']

Wilsdorf : Mais, juste... On voulait vous poser quelques petites questions...

[01 h 28' 49'']

Didier Tauzin : Je n'ai pas répondu à votre question. Donc, je suis complètement... Pour l'avenir : oui, j'ai confiance en l'homme. Parce que j'ai confiance en Dieu. Je sais ! Ma foi est totale là-dessus. Que Dieu est maître de l'histoire. Et que le Christ reviendra. Point. Eh bien, ça suffit, pour moi. Je le sais parce que je me suis converti complètement. Donc, j'ai confiance. Ah ! Vous dire qu'on n'aura pas de tuiles d'ici là, des déboires, etc. Oui ! Ça, c'est autre chose.

[01 h 29' 15'']

Wilsdorf : L'histoire est là pour nous le démontrer...

[01 h 29' 16'']

Didier Tauzin : Mais *in fine*, on y arrivera.

[01 h 29' 18'']

Eugène Krampon : Mon général, une dernière question : vous travaillez actuellement dans le cadre d'une association. Vous montez des écoles au Sénégal. Est-ce que vous pourriez nous en parler ? Vous avez 30 secondes.

[01 h 29' 27'']

Didier Tauzin : Oh !

[01 h 29' 28'']

Eugène Krampon : Ça, c'est un ordre comme vous les aimez. Démerdez-vous [rires] !

[01 h 29' 31'']

Wilsdorf : Vous avez un peu plus de 30 secondes.

[01 h 29' 33'']

Gérard Vaudan : On peut aller jusqu'à 45 gracieusement [sourire].

[01 h 29' 35'']

Wilsdorf : C'est parce que c'est vous [sourire].

[01 h 29' 36'']

Didier Tauzin : [Rires]. Bon. Eh bien, depuis que nous sommes à la retraite, mon épouse et moi-même, nous avons développé un projet d'école au Sénégal. Un projet en partenariat avec les moines bénédictins de Keur Moussa, que certains connaissent. C'est une abbaye remarquable. Et ça se passe dans le diocèse de Kolda, en Casamance. L'inspiration bénédictine : c'est-à-dire que nous nous référons à la règle de Saint-Benoît, à la fois pour la formation spirituelle, humaine – et pédagogique ! – de nos enseignants pour le règlement des écoles, pour la vie intérieure de nos écoles. Et puis, nous avons aussi – toujours en référence à la règle de Saint-Benoît –, nous voulons que cette école ne dépende pas éternellement des donateurs du Nord. Et donc, nous avons créé, à proximité, une exploitation – bananière, pour l'instant, et plus tard une exploitation agricole générale – dont les revenus serviront au moins au fonctionnement de l'école et éventuellement, si possible, au développement.

[01 h 30' 27'']

Wilsdorf : Parce que, dans votre idée, justement, c'est qu'ils puissent être autonomes et en autosuffisance. D'accord, très bien. Voilà. C'était important de le signaler.

[01 h 30' 33'']

Eugène Krampon : Bien. Eh bien, nous mettrons l'adresse de votre association sur notre site internet, comme le veut l'usage du Méridien Zéro. Bien, mon général, un grand merci à vous. Vous nous avez montré ce soir que vous étiez un grand soldat, un grand chrétien, un homme de cœur. Merci d'être venu nous voir du fin fond de votre province. J'espère que vous reviendrez, ici, avec des nouveautés. Et pour nous reparler de l'Afrique et puis d'autres choses.

[01 h 30' 51'']

Gérard Vaudan : Pour le prochain livre ?

[01 h 30' 53'']

Eugène Krampon : Pourquoi pas ! Merci Wilsdorf. Merci Gérard. Merci « vieille suspente ». Et écoutez-nous. Et : « Pas de... ». C'est quoi déjà la devise ? J'ai un petit trou.

[01 h 31' 06'']

Gérard Vaudan : « A l'abordage ! ». Hou !

[01 h 31' 08'']

Eugène Krampon : « A l'abordage et pas de quartier ! ».

[Fin de la transcription à 01 h 31' 10'']